

RENTÉE SCOLAIRE 2025/ FOURNITURES SCOLAIRES

Des foires pour casser les prix

À quelques jours de la rentrée scolaire 2025-2026, les hautes autorités multiplient les initiatives pour garantir aux familles algériennes un accès suffisant et abordable aux fournitures scolaires. Hier, le Premier ministre par intérim, Sifi Ghrieb, a présidé une réunion de travail consacrée à l'organisation de foires régionales, de wilayas et de points de vente locaux, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à assurer les meilleures conditions pour la rentrée. P 3



FOIRE INTERNATIONALE
DE DAMAS

**Les entreprises
algériennes
explorent le marché
syrien**

Les entreprises algériennes participant à la 62^e Foire internationale de Damas discutent avec des opérateurs économiques syriens des possibilités de signature de contrats pour l'exportation de leurs produits vers le marché syrien, a indiqué samedi le chef de la délégation algérienne, Boualem Bouadma.

P 2

SOLAIRE,
ÉOLIEN ET BIOGAZ

**Le plan de l'Algérie
face à la canicule et
la surconsommation**

Les vagues de chaleur qui frappent l'Algérie ces dernières années révèlent l'ampleur d'un défi énergétique majeur. À l'été 2025, la demande d'électricité a atteint un record historique de 20,6 gigawatts le 23 juillet à 14h43, une consommation inédite depuis l'indépendance. En parallèle, la consommation intérieure est passée de 33 millions de tonnes équivalent pétrole en 2011 à 55 millions en 2024, soit une hausse de près de 60 % en une décennie. C'est un signal d'alarme qui pousse l'État à accélérer ses politiques d'efficacité énergétique et de transition vers les énergies renouvelables.

P 3

**35 000 VISITEURS ET 100
PAYS ATTENDUS À ALGER
IATF 2025, les
coulisses d'un méga-
événement**

Alger s'apprête à devenir la capitale du commerce africain. Du 4 au 10 septembre 2025, la capitale algérienne accueillera l'Intra-African Trade Fair (IATF), une foire d'envergure continentale qui réunira plus de 100 pays et devrait attirer près de 35 000 visiteurs. Avec un objectif ambitieux de 44 milliards de dollars de transactions commerciales et d'investissements, l'événement promet de marquer un tournant dans l'histoire de l'intégration économique africaine.

P 5

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE
ET SOUTIEN AUX FAMILLES NÉCESSITEUSES

**La ministre de la Solidarité
nationale réaffirme
l'engagement de l'Etat P 2**

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**Lancement d'un projet
de fabrication d'un moteur
à hydrogène vert P 3**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
EN VISITE À AÏN TÉMOUCHENT

**Inauguration d'une unité
de production d'alcool
médical à base de raisin P 5**

LIVE TIKTOK D'UNE INFIRMIÈRE
FILMANT
UNE DÉPOUILLE

Le ministère de la Santé
décide de sévir

Le ministère de la Santé dénonce un live TikTok montrant une infirmière filmant une dépouille et promet des sanctions légales contre l'auteur. Le ministère de la Santé a exprimé, samedi dans un communiqué, sa vive réprobation suite à la diffusion, sur les réseaux sociaux, d'un live publié par une infirmière sur son compte TikTok. Cette infirmière était en train de filmer la préparation de la dépouille d'une personne décédée dans un établissement hospitalier, précise le ministère, assurant que toutes les mesures légales et judiciaires nécessaires seront prises à l'encontre de l'auteur de la vidéo. « Suite à la vidéo relayée samedi 30 août 2025 sur les différentes plateformes de réseaux sociaux, montrant une infirmière en train de filmer en direct sur son compte TikTok la préparation de la dépouille d'une personne décédée dans un établissement hospitalier, le ministère de la Santé exprime sa vive réprobation devant de tels agissements inhumains, contraires à nos valeurs humaines et religieuses et aux antipodes des principes fondamentaux de la profession d'infirmier et de la noble mission du secteur de la santé », indique le communiqué. « Tout en dénonçant ces agissements individuels inacceptables portant atteinte à la dignité du défunt et aux sentiments de sa famille, le ministère s'engage à prendre toutes les mesures légales contre l'auteur de cette vidéo, y compris les procédures judiciaires nécessaires », selon la même source. Le ministère de la Santé réaffirme, par ailleurs, son « engagement total en faveur du respect de la dignité des morts et de la stricte application de la déontologie et des règles d'exercice dans le secteur de la santé », soulignant qu'« aucun dépassement ou comportement portant atteinte à la réputation du secteur de la santé ne sera toléré ».

FOIRE INTERNATIONALE DE DAMAS

Les entreprises algériennes
explorent le marché syrien

Les entreprises algériennes participant à la 62e Foire internationale de Damas discutent avec des opérateurs économiques syriens des possibilités de signature de contrats pour l'exportation de leurs produits vers le marché syrien, a indiqué samedi le chef de la délégation algérienne, Boualem Bouadma.

Synthèse S R.

Dans une déclaration à l'APS, M. Bouadma a précisé que pas moins de cinq (5) projets d'accords étaient en préparation entre opérateurs algériens et syriens, notamment dans les domaines de l'agroalimentaire (boissons et huile d'olive) et des produits cosmétiques. Les matériaux de construction ont suscité un grand intérêt chez la partie syrienne, malgré l'absence à cette foire d'entreprises algériennes du secteur, a-t-il ajouté, soulignant que les coordonnées des entreprises algériennes spécialisées ont été communiquées aux opérateurs syriens pour d'éventuels futurs partenariats. Selon lui, la participation algérienne pourrait aussi déboucher sur des partenariats dans le domaine de l'énergie. En effet, la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), filiale du groupe Sonelgaz, a établi un premier

contact avec des partenaires syriens, les discussions devant se poursuivre après la foire, compte tenu du caractère stratégique de ce secteur, a-t-il expliqué. Mettant en avant le vif intérêt manifesté par les opérateurs syriens pour les investissements algériens et leur volonté de voir la présence algérienne se renforcer dans divers secteurs, notamment suite à la levée de plusieurs restrictions sur l'économie syrienne, il a affirmé que la concrétisation de ces initiatives demeure tributaire du règlement de certains points liés aux procédures bancaires entre les deux parties. Le pavillon algérien reçoit chaque jour entre 30 et 40 visites professionnelles, en plus d'une forte affluence du public, a fait savoir M. Bouadma, ajoutant que l'espace algérien avait également reçu la visite de personnalités politiques et diplomatiques, dont le Conseiller médiatique du président syrien, de représentants de l'Union européenne et d'ambassadeurs de

plusieurs pays, outre l'ambassadeur d'Algérie à Damas, Abdelkader Kacimi El Hassani. Le pavillon algérien regroupe 14 entreprises opérant dans des secteurs stratégiques et prometteurs, notamment les énergies renouvelables, les industries agroalimentaires et les produits cosmétiques. Pour rappel, la participation algérienne est placée sous l'égide du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, qui avait souligné que "bien plus qu'une simple vitrine pour les produits et services algériens", cet événement économique majeur, prévu jusqu'au 5 septembre prochain, constitue un "pont de fraternité et de communication entre hommes d'affaires et investisseurs des deux pays et une opportunité pour l'échange d'expertises et le renforcement de l'intégration économique au service des aspirations des deux peuples frères".

BLIDA

Extinction de l'incendie de Chréa

Les équipes d'intervention de la Protection civile, des services des forêts et de l'Armée nationale populaire (ANP) sont parvenues à éteindre l'incendie qui s'était déclaré la semaine dernière à Chréa (Blida), alors que les opérations de surveillance se poursuivent toujours, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Di-

rection de la protection civile. Selon la même source, le feu s'était déclaré aux environs de 3h10 du 27 août courant. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés pour en venir à bout, dont 460 agents de la Protection civile de différents grades, 80 camion-citernes des unités de la Protection civile de Blida, ainsi que les colonnes

mobiles de lutte contre les feux de forêts des wilayas de Blida, Médéa et Tipasa, appuyées par la colonne mobile de l'unité nationale. L'opération a également nécessité l'intervention des détachements régionaux de Chlef et Bouira, en plus des avions bombardiers d'eau AT-802 et BE-200 de l'ANP, et des hélicoptères de la Protection ci-

vile et de l'armée. Le communiqué a précisé que l'ensemble des opérations d'extinction ont été menées sous la supervision du Directeur général de la protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, du directeur de l'organisation et de la coordination des opérations, et du directeur de la prévention.

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE ET SOUTIEN AUX FAMILLES NÉCESSITEUSES

La ministre de la Solidarité nationale réaffirme l'engagement de l'Etat

Par R E.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a souligné, dimanche à Sidi Bel-Abbes, que l'Etat poursuit la mise en œuvre de ses engagements visant à garantir la protection sociale à toutes les franges de la société, notamment les familles nécessiteuses et les populations des zones reculées, précisant que ces engagements se traduisent par des programmes et des initiatives concrètes sur le terrain, axés sur la solidarité et la justice sociales. Ces actions prennent plusieurs formes, à l'instar des caravanes de solidarité, des aides, la prise en charge des catégories vulnérables, ainsi que par la couverture sanitaire et sociale des personnes nécessiteuses, en particulier celles non affiliées à la sécurité sociale, a-t-elle expli-

qué, soulignant que ces actions constituent l'un des fondements majeurs de la politique sociale du gouvernement, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Lors du lancement d'une caravane de solidarité destinée aux familles nécessiteuses vivant dans des zones enclavées, la ministre a indiqué que cette opération, préparée sur la base de données précises collectées par les cellules de proximité du secteur, comprend du matériel médical, des fournitures scolaires, des fauteuils roulants et des équipements spécifiques pour les personnes âgées et les personnes aux besoins spécifiques. Mme Mouloudji a précisé que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une série de caravanes solidaires organisées régulièrement par le ministère, notamment à l'approche de la rentrée sociale et scolaire. Ces opérations sont accompagnées

d'équipes médicales et sociales assurant un soutien sanitaire et psychologique, en coordination avec les secteurs de la santé et de la Protection civile. Elle a également salué la décision importante du Président de la République inhérente à la prise en charge des démunis non affiliés à la sécurité sociale, ainsi que leurs enfants mineurs, qualifiant cette mesure de "pas qualitatif" dans le renforcement de la justice sociale. Le programme de la visite a également inclus un déplacement à la commune de Aïn-Aden (daïra de Sfifef), où la ministre s'est recueillie à la mémoire des 11 enseignants et enseignants victimes du devoir national, assassinés le 27 septembre 1997. Mme Mouloudji a aussi inspecté, à Tessala, un bâtiment proposé pour devenir un centre régional de formation des cadres spécialisés du secteur, en insistant sur l'importance de préparer son aménagement conformément aux

normes en vigueur. Elle a souligné l'importance que son ministère accorde à la formation pour le développement des ressources humaines, à travers l'amélioration de la qualité et de l'efficacité du système de formation. La visite comprenait également des haltes à l'établissement des personnes âgées et à la Maison de l'enfance assistée sise à Sidi Bel-Abbes pour évaluer les conditions de prise en charge et d'hébergement, ainsi que le lancement, depuis l'école des sourds-muets, de l'opération de distribution des cartables scolaires au profit des élèves issus de familles nécessiteuses. Enfin, la ministre a inauguré le nouveau siège de la direction de l'Action sociale et de la solidarité (DASS) à Sidi Bel-Abbes et visité une exposition de fournitures scolaires et de produits locaux fabriqués par des familles productrices, organisée au centre "El-Assil".

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RENTÉE SCOLAIRE 2025/ FOURNITURES SCOLAIRES

Des foires pour casser les prix

À quelques jours de la rentrée scolaire 2025-2026, les hautes autorités multiplient les initiatives pour garantir aux familles algériennes un accès suffisant et abordable aux fournitures scolaires. Hier, le Premier ministre par intérim, Sifi Ghrieb, a présidé une réunion de travail consacrée à l’organisation de foires régionales, de wilayas et de points de vente locaux, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à assurer les meilleures conditions pour la rentrée.

Par Sirine R.

« Dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2025-2026 et dans l’objectif de renforcer les efforts déployés actuellement par les différents opérateurs économiques pour l’approvisionnement et la commercialisation des fournitures scolaires à des prix préférentiels et à la portée des citoyens, le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, a présidé, ce jour, 31 août 2025, au Palais du Gouvernement, une réunion de travail consacrée à l’organisation de foires régionales au niveau des grandes wilayas, ainsi que des foires de wilayas et des points de vente locaux des fournitures scolaires, et ce en application des hautes directives de Monsieur le Président de la République visant à assurer les meilleures conditions pour la prochaine rentrée scolaire », précise le communiqué des services du Premier ministre.

Cette rencontre, tenue au Palais du Gouvernement, a réuni plusieurs membres de l’exécutif, dont les ministres de l’Intérieur, du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, ainsi que le directeur général de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI) et le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA).

Une offre renforcée pour éviter toute pénurie

L’objectif affiché par les pouvoirs publics est clair : assurer la disponibilité des fournitures scolaires et stabiliser les prix. D’ailleurs le ministère du Commerce a autorisé les producteurs et les importateurs à vendre directement aux détaillants afin de réduire les intermédiaires et de diminuer les coûts de distribution. Selon Hadj Tahar Boulénouar, président de l’Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), l’organisation



de ces foires constitue « un gage de disponibilité et de stabilité des prix », rappelant que les stocks actuels sont suffisants pour couvrir la demande nationale. En effet, plusieurs facteurs viennent appuyer cette assurance. L’intervenant a cité notamment l’augmentation de la production nationale de fournitures scolaires au cours des dernières années ; les facilités accordées depuis plusieurs mois aux importateurs pour introduire des quantités supplémentaires et l’existence de stocks résiduels de l’année écoulée. « Il n’y a aucune raison de craindre une pénurie, les prix devraient rester stables, voire se stabiliser davantage », a rassuré M. Boulénouar dans une déclaration à la presse. Le président de l’ANCA a également appelé les grossistes et détaillants à participer activement à ces foires afin d’en assurer le succès. « C’est une opportunité pour eux de promouvoir leurs produits, mais surtout une garantie pour les familles d’accéder à des fournitures en quantité suffisante et à prix raisonnables », a-t-il souligné. Dans le même sens, Hadj Tahar Boulénouar a appelé les

responsables locaux — présidents d’APC, chefs de daïra et walis — à accélérer la désignation des sites devant accueillir ces foires et points de vente. « Nous invitons les responsables locaux, notamment les présidents d’APC, les chefs de daïra et les walis, à accélérer la désignation des sites devant accueillir ces foires. Les opérateurs doivent disposer de suffisamment de temps pour préparer leurs produits, mobiliser leurs équipes et s’organiser dans de bonnes conditions », a-t-il précisé. En somme, ces mesures s’inscrivent dans une stratégie plus large de l’État visant à alléger la charge financière pesant sur les familles à chaque rentrée scolaire. Elles traduisent la volonté des pouvoirs publics de concilier disponibilité, accessibilité et stabilité des prix, tout en encourageant la production locale et l’organisation du marché. La rentrée scolaire 2025-2026 se veut ainsi placée sous le signe de la solidarité et de la responsabilité partagée entre les pouvoirs publics, les opérateurs économiques et les collectivités locales.

SOLAIRE, ÉOLIEN ET BIOGAZ

Le plan de l’Algérie face à la canicule et la surconsommation

Par Mourad A.

Les vagues de chaleur qui frappent l’Algérie ces dernières années révèlent l’ampleur d’un défi énergétique majeur. À l’été 2025, la demande d’électricité a atteint un record historique de 20,6 gigawatts le 23 juillet à 14h43, une consommation inédite depuis l’indépendance. En parallèle, la consommation intérieure est passée de 33 millions de tonnes équivalent pétrole en 2011 à 55 millions en 2024, soit une hausse de près de 60 % en une décennie. C’est un signal d’alarme qui pousse l’État à accélérer ses politiques d’efficacité énergétique et de transition vers les énergies renouvelables. Intervenant à la télévision algérienne, Mourad Issiakhem, directeur de l’efficacité énergétique au CEREF, a indiqué que les habitudes de consommation jouent un rôle déterminant. Un climatiseur réglé à 24 °C consomme quatre fois moins qu’à 17 °C, tout en évitant une

usure prématurée et des risques sanitaires liés aux chocs thermiques. Selon lui, le déséquilibre sectoriel est frappant : 34 % de la consommation énergétique est absorbée par le résidentiel, 10 % par les services, 29 % par le transport, et seulement 25 % par l’industrie. Ainsi, trois quarts de l’énergie servent des usages non productifs. « Les températures extrêmes, parfois supérieures à 50 °C dans le Sud et 46 °C au Nord, combinées à une forte humidité, ont entraîné une explosion de la demande, particulièrement à cause de la climatisation », a-t-il ajouté. Face à ces dérives, l’Algérie a engagé un plan d’action ambitieux pour diversifier ses sources d’énergie et rationaliser ses usages. Bien que la capacité installée de production atteigne aujourd’hui 26 GW, elle reste dominée à 99 % par le gaz naturel. Pour réduire cette dépendance, plusieurs projets structurants sont en cours de déploiement dans le domaine des énergies renouvelables. Le pays a

déjà installé 650 MW d’énergie solaire, avec un projet de 3,2 GW lancé en 2024 et un objectif de 15 GW d’ici 2035. La première centrale éolienne d’Adrar (10,2 MW) est également en service, et un projet pilote de biogaz à Oued Smar (637 kW), qui utilise les déchets pour produire de l’électricité, pourrait être répliqué ailleurs. Parallèlement, l’État a instauré des programmes d’efficacité énergétique pour les citoyens et les entreprises. Ces initiatives incluent des subventions de 50 % pour l’achat de lampes LED, de chauffe-eau solaires et pour la conversion des véhicules au GPL. Les audits énergétiques sont subventionnés à 70 % et d’autres solutions d’économie d’énergie bénéficient d’une aide de 30 %. « Chaque kilowatt économisé, c’est une ressource préservée et une émission de CO₂ évitée », a insisté Mourad Issiakhem. L’Algérie vise ainsi une réduction de 10 % de sa consommation d’ici 2030, ce qui permettrait d’éviter 63 000 tonnes

d’émissions de CO₂. La transition énergétique se veut aussi une réponse aux bouleversements climatiques qui affectent le pays : canicules extrêmes, inondations, dérèglement des saisons. Dès 2026, une taxe carbone aux frontières touchera les industries du ciment, de l’acier, de l’aluminium ou encore de l’hydrogène, les poussant à moderniser leurs procédés et à limiter leurs rejets. Pour Issiakhem, l’efficacité énergétique est à la fois une nécessité économique et une exigence de souveraineté : « Nous devons apprendre à consommer intelligemment, car l’avenir de notre sécurité énergétique et de notre environnement en dépend ». Avec ses projets solaires, éoliens et de biogaz, couplés à des mesures d’efficacité énergétique, l’Algérie tente ainsi de concilier ses atouts gaziers et son immense potentiel renouvelable, afin de bâtir un modèle plus durable face aux défis climatiques et à une consommation intérieure en constante progression.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Lancement d’un projet de fabrication d’un moteur à hydrogène vert

Par R. E.

Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Badari, a supervisé, dimanche à Alger, le lancement d’un projet de fabrication d’un moteur à hydrogène vert, indique un communiqué du ministère. Ce projet "s’inscrit dans le cadre de la valorisation des résultats de la recherche et du développement et de la transformation de l’innovation en résultats valorisables et industrialisables, à travers la conversion des moteurs diesel des bus de transport en moteurs fonctionnant à l’hydrogène vert", précise le communiqué. Ce projet "permettra d’économiser 31% de la production énergétique locale et de réduire considérablement les émissions de carbone liées à l’utilisation du diesel, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable fixés dans le programme du gouvernement 2024-2029", selon la même source. Le lancement de ce projet "s’est déroulé en présence de représentants du ministère de la Défense nationale et de la Direction centrale des fabrications militaires, du directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, de la directrice de l’Ecole nationale supérieure des énergies renouvelables, des directeurs des centres de recherche, de chercheurs dans le domaine de l’hydrogène vert, ainsi que de représentants de la Société nationale des véhicules industriels (SNVI)".

STATION DE DESSALEMENT DE TIGHREMT (BEJAÏA)

La capacité de production atteint 180.000 m³/jour

La Société Algérienne de l'Énergie, filiale du groupe Sonatrach, a annoncé que la station de dessalement d'eau de mer de Tighremt (commune de Toudja, wilaya de Béjaïa) a franchi une nouvelle étape en atteignant une capacité de production de 180.000 mètres cubes par jour. Selon un communiqué de la société rendu public hier, cette montée en puissance a été réalisée dans les délais impartis et conformément au protocole conclu avec l'Algérienne des Eaux (ADE). En effet, l'opération repose sur une approche technique rigoureuse, axée sur une montée en charge progressive, afin de garantir les plus hauts standards de fiabilité et de continuité. La station de Tighremt figure parmi les projets phares du programme national complémentaire. À terme, elle atteindra une capacité finale de 300.000 m³/jour, ce qui en fait l'une des plus grandes stations de dessalement du pays. Une fois pleinement opérationnelle, elle permettra d'assurer un approvisionnement régulier et stable en eau potable pour près de 3 millions de citoyens, contribuant ainsi à réduire la pression sur les ressources hydriques de la région. À cette occasion, la Société Algérienne de l'Énergie a réaffirmé son rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurisation de l'eau potable. « Cette réalisation témoigne de notre engagement à accompagner les efforts du pays pour garantir la sécurité hydrique et soutenir un développement durable à l'échelle nationale », souligne le communiqué.

EDUCATION

Lancement prochain du grand prix de l'innovation scolaire

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Seghir Sadaoui, a annoncé, samedi à Beni Abbes, le lancement prochain du grand prix de l'innovation scolaire, ajoutant que sa première édition sera consacrée au robotique. Lors de sa visite à la wilaya de Beni Abbes, le ministre a fait part aussi de l'intention de son ministère de relancer les compétitions "inter-lycées" dès la prochaine année scolaire 2025-2026. M. Sadaoui a valorisé les acquis nés de la révision du statut de l'enseignant des

trois cycles d'enseignement, soulignant que son département continuerait à consolider lesdits acquis à travers le dialogue avec les partenaires sociaux. Il s'est, en outre, engagé à œuvrer à l'amélioration des conditions socio-professionnelles des travailleurs des corps communs et des professionnels du secteur. Au cours de cette même visite, le ministre de l'Education nationale a inspecté, en compagnie du wali de Beni-Abbes, Djamel Eddine Hashass, nombre de projets de construction d'établissements scolaires à travers la wilaya. A ce propos, il a inspecté, dans la commune d'Igli, le projet en cours de réalisation d'un lycée de 800 places pédagogiques doté d'un internat de 200 lits, en remplacement du lycée Abdelhafid-Senhadri. Cette structure éducative, dont les travaux connaissent un taux d'avancement de 73%, a nécessité un inves-

tissement public de plus de 428 millions de DA pour sa concrétisation, au titre des efforts du renforcement de l'enseignement secondaire dans la même collectivité locale, où il a insisté de livrer l'établissement dans les plus brefs délais. Dans la même commune, le membre du gouvernement a inspecté un autre projet en cours de réalisation d'un groupement scolaire primaire de 27 classes, sis au nouveau groupement urbain "AJMAD". Au chef lieu de la commune d'El Ouata, M. Sadaoui a inauguré une cantine scolaire pouvant offrir 200 repas par jour aux élèves du premier palier dès la prochaine rentrée scolaire 2025/2026, de même qu'il a procédé au coup d'envoi du chantier de réalisation d'une nouvelle école primaire d'une capacité d'accueil de 300 élèves.

PROTECTION CIVILE

La majorité des feux de forêt maîtrisés

Les éléments de la Protection civile ont réussi à éteindre la majorité des feux de forêt qui se sont déclarés récemment dans plusieurs wilayas du pays, notamment à Béjaia, El M'Ghair, Khenchela et Blida. La majorité des feux ont été maîtrisés, tandis que les efforts se poursuivent pour éteindre deux incendies dans les wilayas de Blida et de Tispasa, a déclaré à l'APS le chargé de la communication à la Direction générale de la Protection civile, le lieutenant Abdat Youcef. Concernant l'incendie de la forêt de Chréa (Blida), la situation est sous contrôle et le procédé de refroidissement se poursuit au niveau de certains points, a-t-il ajouté. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué, au cours des dernières 24 heures, 18 interventions liées à des feux de forêt, de maquis, de broussailles et d'arbres fruitiers. Afin de maîtriser ces incendies et d'éviter leur propagation, les services de la Protection civile ont "mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires, dont les engins terrestres des unités d'intervention, les colonnes mobiles et les détachements régionaux, appuyés par les avions de la Protection civile et de l'Armée nationale populaire".

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE EN LIGNE

Le ministère annonce la création d'un comité pédagogique national

La création d'un comité pédagogique national chargé de développer l'enseignement en ligne a été approuvée, samedi soir, lors d'une réunion présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, indique un communiqué du ministère. M. Baddari s'est réuni, samedi soir, en présentiel et par visioconférence, avec les cadres du ministère, les responsables des conférences régionales et le président du Conseil national de déontologie et d'éthique universitaires, précise le communiqué, soulignant qu'il a été procédé, lors de cette réunion, à "l'élaboration d'un projet d'évaluation des documents pédagogiques et des cours publiés sur les

plateformes universitaires" et à "l'approbation de la création d'un comité pédagogique national chargé de développer l'enseignement en ligne". Ce comité aura notamment pour missions "la création d'un label de qualité pédagogique pour les documents numériques, l'unification des objectifs cognitifs des documents pédagogiques numériques et l'amélioration continue de leurs contenus", selon la même source. Il sera également chargé de "mettre en place des mécanismes d'évaluation périodique de la qualité des documents pédagogiques numériques" et de "renforcer la visibilité de l'Université algérienne à l'international", conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 27 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Août 2025

MÉTÉO

Canicule sur plusieurs wilayas du Nord dimanche et lundi

Une vague de chaleur est prévue, dimanche et lundi, dans plusieurs wilayas du nord du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. D'un niveau de vigilance "jaune", ce BMS concerne les wilayas de Béjaïa, Boumerdès et Alger qui connaîtront, ce dimanche, une hausse sensible des

températures, tandis que des orages sont attendus à Adrar, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam. Cette vague de chaleur affectera, lundi, les wilayas d'El Tarf, Béjaïa et Annaba, alors que des orages seront enregistrés sur Skikda, Jijel, M'Sila, Djelfa, Ouled Djellal, Laghouat, El-Bayadh, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, selon le BMS.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,31	2,09	7,59	8,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 414,00	1409,00	-0,35	-0,32	-0,51	9,06	5,52	20528	28 923 952,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	NC	0,00	-5,97	-1,69	6,22	6,84	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 280,00	2280,00	0,00	-0,08	0,40	10,87	5,48	4757	10 845 980,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,22	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-1,54	-5,32	3,63	5,47	0	0,00

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg		دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	60	68	53	البطاطا
	Tomate	79	94	65	الطماطم
	Oignon sec	49	56	43	البصل الجاف
	Ail sec	511	586	436	الثوم الجاف
	Carotte	100	112	88	الجزر
	Navet	132	146	119	لفت
	Poivron	97	111	84	الفلفل الأخضر
	Piment	123	142	104	الفلفل الحار
	Courgette	107	122	91	الكوسة
	Haricot vert	208	229	186	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	138	152	124	الخس
Fruits frais	Pomme locale	345	422	267	التفاح المحلي
	Datte	601	724	478	التمر
	Banane	441	452	428	الموز
	Melon	87	98	75	البطيخ الاصفر
	Pastèque	75	85	65	البطيخ الاحمر
	Raisin	227	291	162	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1814	1949	1680	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	350	364	337	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

35 000 VISITEURS ET 100 PAYS ATTENDUS À ALGER

IATF 2025, les coulisses d’un méga-événement

Alger s’apprête à devenir la capitale du commerce africain. Du 4 au 10 septembre 2025, la capitale algérienne accueillera l’Intra-African Trade Fair (IATF), une foire d’envergure continentale qui réunira plus de 100 pays et devrait attirer près de 35 000 visiteurs. Avec un objectif ambitieux de 44 milliards de dollars de transactions commerciales et d’investissements, l’événement promet de marquer un tournant dans l’histoire de l’intégration économique africaine.

Par Mourad A.

Depuis plusieurs mois, les préparatifs se multiplient. Selon GainmoreZanamwe, directeur de la facilitation du commerce et de la promotion des investissements à Afreximbank, les résultats sont déjà au rendez-vous : « Nous avons franchi des étapes importantes. Plus de 40 pays africains ont réservé leurs pavillons, et plus de 2 000 exposants ont confirmé leur participation. Les stands sont en cours de finalisation », a-t-il déclaré à la télévision algérienne. Le salon dépasse déjà ses objectifs en termes de participation. « Nous avons fixé la barre à 750 acheteurs qualifiés, mais aujourd’hui nous comptons plus de 1 000 acheteurs confirmés », a souligné M. Zanamwe. Du côté des visiteurs pro-

fessionnels et délégués, les inscriptions dépassent déjà les 30 000, ce qui laisse présager une affluence record à Alger. Pays hôte, l’Algérie est au centre de l’attention. « Le match se joue à domicile », a rappelé GainmoreZanamwe, invitant les opérateurs algériens à saisir cette opportunité : « C’est une chance pour les PME, les jeunes entrepreneurs, les agriculteurs et l’industrie créative de rencontrer des partenaires africains et internationaux et de conclure des affaires ». Au-delà des transactions commerciales, l’événement devrait générer des retombées pour le tourisme et l’hôtellerie. Plus de 35 000 visiteurs étrangers sont attendus, et beaucoup prolongeront leur séjour pour découvrir le riche patrimoine culturel et touristique de l’Algérie. « Le salon est aussi une vitrine pour la gastronomie et la

culture algériennes », a ajouté l’organisateur. L’IATF ne s’adresse pas uniquement aux grandes entreprises. Les PME, les start-up et les jeunes innovateurs occupent une place centrale. Le AU Youth Startup Programme offrira aux jeunes la possibilité de présenter leurs prototypes et innovations à des investisseurs. Par ailleurs, un nouveau volet consacré à la recherche et à l’innovation africaines sera inauguré, afin de valoriser les travaux universitaires et favoriser leur commercialisation. Les petites exploitations agricoles, les industries locales, mais aussi les collectivités territoriales auront leur place. L’AfricanSub-SovereignConference, organisée en marge du salon, vise à conclure des accords de l’ordre d’un milliard de dollars, destinés à soutenir le développement local.

Pour ses organisateurs, l’IATF n’est pas qu’un salon : il s’agit d’un instrument au service de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). « L’un des freins majeurs au commerce intra-africain reste le manque d’informations sur les marchés. L’IATF est conçu comme une plateforme pratique pour partager ces informations et conclure des affaires, pas seulement pour discuter », a insisté GainmoreZanamwe. Avec plus de 100 pays représentés, plus de 2 000 exposants, 1 000 acheteurs et un objectif de 44 milliards de dollars de transactions, Alger se prépare à vivre une semaine décisive. L’IATF 2025 s’annonce non seulement comme un méga-événement économique, mais aussi comme une vitrine du potentiel africain et un tremplin pour le rapprochement des économies du continent.

JOURNÉE D’INFORMATION SUR L’IATF 2025

Le ministre de la Communication appelle à bâtir des ponts pour l’avenir africain

Synthèse Z R.

Le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, a affirmé, hier à Alger, que l’organisation par l’Algérie de la 4^e édition de la Foire du commerce intra-africain constitue un message fort qui confirme son engagement à soutenir le processus d’intégration africaine et à promouvoir la Zone de libre-échange continentale africaine, au service du développement durable des peuples. Supervisant une journée d’information sur « Les enjeux de la Foire du commerce intra-africain », Mohamed Meziane a souligné que « l’organisation de cet événement stratégique en Algérie n’est pas seulement une

halte économique, mais un message puissant réaffirmant l’engagement de notre pays à appuyer le processus d’intégration africaine, à renforcer les échanges intra-africains et à promouvoir la Zone de libre-échange continentale, au service du développement durable et du progrès partagé de nos peuples ». En accueillant ce salon, considéré comme la plus grande manifestation économique et commerciale du continent, « l’Algérie met en avant l’importance de ce rendez-vous majeur qui représente une opportunité pour consolider sa position de pont d’échanges et de complémentarité entre les pays africains », a-t-il ajouté. Évoquant les multiples dimensions

de cette rencontre continentale, le ministre a précisé que cette édition « n’est pas seulement un espace économique et commercial, mais également une plateforme de rencontre humaine et culturelle, une occasion de concrétiser la communication et l’interaction entre les peuples africains liés par une histoire commune ». Selon lui, ces peuples « ont aujourd’hui plus que jamais besoin de mécanismes de communication efficaces et d’espaces où se rencontrent investisseurs, journalistes, créateurs et décideurs, afin de bâtir des ponts de compréhension et de partenariat et de jeter les bases d’un avenir partagé ». À cette occasion, Mohamed Meziane a mis en exergue l’importance du

rôle des médias africains, les appelant à « redoubler d’efforts pour refléter cette diversité riche, mettre en lumière les modèles réussis porteurs d’espoir et confirmer la capacité de l’Afrique à tracer son avenir de la main de ses enfants ». Il a rappelé que cette vision incarne « le principe affirmé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui insiste sur l’adoption de solutions africaines aux problèmes africains ». Dans le même contexte, le ministre a assuré que son département « place au cœur de ses priorités l’accompagnement de cet événement exceptionnel, en vue de garantir une couverture globale et professionnelle qui reflète l’importance des enjeux économiques portés par ce salon et

valorise l’image de l’Algérie comme un espace sûr, ouvert et attractif pour les partenariats et les investissements ». Il a enfin appelé les journalistes à accompagner cette manifestation majeure en « relayant ses détails avec objectivité et professionnalisme, afin de consolider l’image de l’Algérie comme une destination pionnière dans l’organisation des événements continentaux et comme un pont de communication entre les peuples africains », réitérant la volonté du ministère de la Communication de mettre en place toutes les dispositions et de fournir les équipements nécessaires « afin d’assurer une couverture médiatique complète et intégrée ».

LE MINISTRE DE L’AGRICULTURE EN VISITE À AÏN TÉMOUCHENT

Inauguration d’une unité de production d’alcool médical à base de raisin

Par Réda Hadi

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche maritime, M. Youcef Cherfa, a entamé ce dimanche 31 août une visite de travail dans la wilaya d’Aïn Témouchent afin d’évaluer la progression des projets inscrits au titre de son département. Pour 2025, plusieurs projets concernent la transformation agricole, la création de pôles agricoles pour la promotion des filières, ainsi que le développement de la production de lait et de volaille, entre autres. Le ministre a commencé sa visite par la présentation d’un exposé global sur le secteur de l’agriculture, du développement rural et de la pêche dans la wilaya, assuré par les directeurs locaux. Suite à cela, il a examiné plusieurs dossiers, notamment l’avancement des travaux des silos de proximité pour le stockage des céréales. La wilaya a bénéficié de neuf silos, et le ministre a insisté sur la nécessité de finaliser les travaux rapidement. Ces infrastructures seront destinées au stockage des principales récoltes, en particulier les céréales, les oléagineux et d’autres productions.

Il a également pris connaissance des résultats de la production de lait partiellement écrémé intégrant du lait frais local et a donné des instructions afin d’assurer le succès de ce dispositif, qui vise à encourager la production nationale, à soutenir les éleveurs et à réduire la facture d’importation du lait en poudre, parallèlement au développement du cheptel national de vaches laitières. Le ministre a insisté sur l’achèvement du processus de régularisation du foncier agricole et a encouragé les agriculteurs à adhérer au dispositif de création de chambres froides. Dans la deuxième étape de sa visite, M. Youcef Cherfa, accompagné du wali d’Aïn Témouchent, a procédé à l’inauguration d’une unité de valorisation des produits agricoles spécialisée dans la production d’alcool médical à partir de la transformation du raisin. Implantée sur une superficie de 2 hectares dans la commune de Chentouf, cette unité, relevant de l’Entreprise nationale de développement des cultures stratégiques, constitue la première du genre à l’échelle nationale dans la production d’alcool médical à partir d’une matière première agri-

cole. Sur place, le ministre a salué la réalisation de cette infrastructure moderne, soulignant qu’elle contribuera au renforcement de la production nationale et à la réduction de la facture d’importation. Il a également mis en avant les efforts des agriculteurs qui assurent l’approvisionnement en matière première de l’usine. En ce qui concerne la pêche et l’aquaculture, M. Cherfa a pris connaissance des potentialités de la wilaya dans ce domaine. Il a affirmé que les professionnels de la pêche figurent parmi les priorités du secteur, insistant sur la nécessité de les accompagner sur le terrain, d’améliorer leurs conditions de travail et de renforcer les organisations professionnelles afin de développer la ressource halieutique et accroître les rendements. La wilaya d’Aïn Témouchent est l’une des régions pionnières dans le domaine de la pêche maritime, occupant la deuxième place au niveau national en matière de production grâce à ses atouts maritimes et à ses infrastructures comprenant deux ports de pêche et un abri, faisant d’elle un pôle central de l’activité halieutique. Le ministre a également exhorté les acteurs du secteur à développer l’aquaculture, no-

tamment l’élevage du tilapia rouge. Il faut souligner que cette wilaya se distingue au niveau national par une avancée significative dans le taux de progression de certains projets clés, comme les deux docks-silos destinés au stockage des céréales, en cours de réalisation à Aïn El Arba et Aïn Kihal. Le taux d’avancement de ces projets est estimé entre 35 % et 40 %. Ces installations auront une capacité de stockage de 100 000 quintaux chacune. Concernant les projets d’aquaculture, les travaux d’aménagement de la zone d’activité relative à l’élevage aquacole à S’Biaat, dans la commune de M’Saïd, ont atteint un taux d’avancement de plus de 80 %. Pour les projets de transformation agricole, la wilaya a lancé 134 investissements, notamment dans les filières de production animale et végétale. Ces projets visent à promouvoir les filières agricoles et à créer des pôles agricoles dans la région. Globalement, un budget de 3,83 milliards DA a été alloué pour la réalisation de 29 projets de développement répartis sur neuf secteurs, dont l’agriculture, dans le cadre du programme sectoriel de la wilaya pour l’année en cours.

TÉBESSA

27 points de vente de manuels scolaires des trois paliers

Plus de 27 points ont été réservés dans la wilaya de Tébessa pour la vente des manuels scolaires des trois paliers de l'enseignement en prévision de la rentrée scolaire 2025-2026, a indiqué samedi le directeur local de l'éducation, Adjine Dahou. Le même responsable a précisé à l'APS que deux expositions de vente des manuels scolaires seront ouvertes dans les prochains jours à la salle de cinéma El Maghreb du centre-ville de Tébessa et au CEM Ibn Badis en plus d'un point de vente et de la commercialisation de ces manuels prévue dans 24 librairies de plusieurs communes de la wilaya. Le même responsable a tenu à rassurer les parents d'élèves quant à la disponibilité des manuels des trois paliers, soulignant que la coordination a été engagée avec tous les secteurs concernés pour assurer la vente dans les meilleures conditions et le respect des tarifs fixés. Trois espaces de vente des articles scolaires divers à prix compétitifs ont été ouverts à l'initiative de la direction du commerce dans les communes d'El Aouinet, Chréa et Tébessa, a relevé la même source.

KHENCHELA

Un lot de matériel médical moderne pour les établissements sanitaires

Les divers établissements sanitaires de la wilaya de Khenchela ont bénéficié, samedi d'un lot de matériel médical moderne dans le cadre du renforcement des moyens de prise en charge des malades. L'opération supervisée par le wali, Salim Harizi a concerné les établissements hospitaliers de Khenchela, Kaïs et Chechar, 6 unités de dépistages et suivi (UDS) dans les communes de Khenchela, Kaïs, Chechar, Babar, El Mehmel et Lemsara ainsi que 5 établissements public de santé de proximité. Ce matériel dont l'acquisition a été faite par la direction de wilaya de l'administration locale comprend 4 appareils de néphrologie, 8 fauteuils dentaires avec leurs accessoires, 8 appareils automatiques de dépistage des maladies du sang et 2 appareils d'examen des diabétiques. En marge de l'opération de distribution, le directeur local de la santé et de la population, Zineddine Okbi, a indiqué à l'APS que l'objectif ainsi visé est la promotion des prestations sanitaires assurées aux patients et l'amélioration des conditions de travail des staffs médicaux. Plusieurs établissements publics hospitaliers et établissements publics de santé de proximité de la wilaya ont bénéficié au cours de cette année d'un matériel d'échographie et de radiothérapie, d'incubateurs et équipements pour les laboratoires d'analyses médicales, a rappelé le même responsable.

AIN DEFLA

Ouverture de 3 foires commerciales pour les fournitures scolaires

Trois (3) foires commerciales dédiées à la vente des fournitures scolaires ont été ouvertes dans les communes d'Ain Defla, Khemis Miliana et El Attaf, en prévision de la rentrée scolaire 2025-2026, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale du commerce.

Ces foires, ouvertes sous la supervision des services de la wilaya, visent à assurer la disponibilité des fournitures scolaires, cartables et vêtements, en application des orientations du ministère de tutelle, a indiqué à l'APS le chef du service de l'organisation du marché, Abed Bouchakour. Plusieurs dizaines de commerçants du domaine prennent part à ces foires, aux côtés de l'Office national des publications scolaires (ONPS), qui propose ses manuels à des prix abordables. Cette opération vise à permettre aux ci-

toyens d'acquérir les fournitures scolaires à des "prix compétitifs et avec une qualité assurée", a-t-il souligné. La Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) ainsi que la direction de l'action sociale participent également à l'initiative, en proposant des produits locaux à des prix abordables, est-il indiqué. Pour sa part, le directeur du Centre de distribution et de publication pédagogique (CDPP) d'Ain Defla, Mohamed Khiat, a rassuré quant à la disponibilité du manuel scolaire pour tous les cycles. Il a fait cas de l'af-

fectation de 25 librairies agréées à travers la wilaya, en plus des points de vente du CDPP, et d'un point supplémentaire à El Attaf, pour la commercialisation des ouvrages scolaires. Selon le même responsable, la wilaya d'Ain Defla a réceptionné, cette année, plus de 1,9 million d'ouvrages scolaires, dont 1,280 million pour le primaire, 505.000 pour le moyen et le reste pour le secondaire. Ce quota de manuels a été distribué au profit de la totalité des établissements scolaires de la wilaya, a-t-il ajouté.

BLIDA

22 points affectés à la vente des manuels scolaires

Vingt deux (22) points ont été affectés à la vente des manuels scolaires au titre de l'année scolaire 2025-2026, a-t-on appris, samedi, de la direction de l'éducation de la wilaya de Blida. Ces espaces, créés en prévision de la prochaine rentrée scolaire, sont mis à la disposition des élèves et de leurs parents afin de leur faciliter l'acquisition des

manuels scolaires à travers les différentes communes de la wilaya, selon la même source. Il s'agit de 20 librairies scolaires agréées au niveau des communes de Bougara, Larbaa, Beni Merad , Mouzaïa , El Afroun, Boufarik, Bouârfa, Ouled Aïch, et Blida, est-il précisé. Des point de vente similaires ont été aussi ouverts au niveau de deux (2) centres culturels de

la ville de Blida, en l'occurrence, le centre culturel "Hadj Mahfoud" de la cité El Wouroud et "Mohamed Khedioui" de la cité Djillali Bounaâma, et à des prix "concurrentiels". Par ailleurs, un espace dédié au manuel scolaire a été aménagé à la foire des fournitures scolaires organisé actuellement au niveau du chapiteau installé au complexe sportif "Mustapha

Tchaker". La vente des manuels y débutera à partir de demain dimanche, a informé la direction de l'éducation. Supervisée par l'Office national des publications scolaires, cette opération vise à garantir la disponibilité des ouvrages scolaires (tous cycles confondus) et à en faciliter l'accès aux élèves, souligne la même source.

EL-MENIAA

Réception d'un centre de stockage de céréales à Hassi-Lefhal

Un centre de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 55.000 quintaux a été réceptionné dans la commune de Hassi-Lefhal (160 km au Nord d'El-Meniaa), a-t-on appris samedi des services de la wilaya. S'exprimant lors de la cérémonie inaugurale, le wali, Mokhtar Benmalek, a souligné que ce centre, premier du genre à El-Meniaa, peut apporter une valeur ajoutée à l'investissement agricole dans la région, en assurant des infra-

structures de stockage appropriées dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à atteindre l'autosuffisance. Et d'ajouter que les autres centres similaires en cours de réalisation à travers la wilaya seront réceptionnés au cours des prochains mois. Concernant le lancement des travaux de réalisation d'un silo d'une capacité d'un (1) million de quintaux, M. Benmalek a fait savoir que les procédures relatives au choix du terrain et à

l'installation de l'entreprise réalisatrice avaient déjà été effectuées. De son côté, le directeur local des services agricoles, Youcef Mesbah, a indiqué que ces nouvelles installations permettront, une fois opérationnelles, de renforcer les capacités de stockage des céréales dans la wilaya, qui a réalisé une récolte record d'un million de quintaux de céréales, toutes variétés confondues, à l'issue de la campagne moisson-battage de la saison

MASCARA

Lancement d'une vaste campagne de nettoyage dans la ville de Mohammadia

Une vaste campagne de nettoyage a été lancée, samedi dans la ville de Mohammadia, wilaya de Mascara, à l'initiative de l'association "Romaïssa pour l'environnement et la solidarité", en coordination avec l'association "En-Nasr" du quartier "500 logements" de la même ville. La première phase de cette campagne, qui a vu la participation de l'établissement public de wilaya pour le nettoyage et la collecte des déchets ménagers "Proprec", ainsi que des services de la commune, a ciblé plusieurs rues, notamment celle de : "Mohamed Khemisti", "Benzahra Abdelkader", "Ali Bouhellal" et "Mohamed Boudiaf". Cette phase a consisté en l'enlèvement

des déchets ménagers et des déchets inertes, l'éradication des herbes sèches, l'entretien des espaces verts, le nettoyage des avaloirs et l'aménagement des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, outre la réalisation de fresques murales de sensibilisation à l'importance de la propreté urbaine. L'initiative a connu une forte mobilisation, avec la participation active des membres des deux associations organisatrices, des agents de nettoyage de "Proprec", des comités de quartiers, des membres d'associations de jeunesse, de clubs sportifs locaux ainsi que de citoyens bénévoles. La campagne se poursuivra jusqu'à la fin de la semaine prochaine, en s'étendant à plusieurs quartiers et rues de

Mohammadia, y compris des agglomérations secondaires voisines telles que les villages de "Sehaouria" et "Benchenine", a précisé Toufik Benchenine, président de l'association "Romaïssa pour l'environnement et la solidarité" de la commune de Mohammadia. Parallèlement à cette opération, des sorties de sensibilisation sont organisées dans les lieux publics, durant lesquelles des conseils et des recommandations sont prodigués aux citoyens, aux commerçants et aux entreprises de travaux sur l'importance de la préservation de l'environnement et de la participation active et efficace à la réussite des campagnes de propreté à Mohammadia, a fait savoir la même source.

CHATGPT ABÎME VOTRE CERVEAU... MAIS PEUT VOUS AIDER !

Une alerte sur les usages de l’IA en Algérie

Pour CARE, poser ce débat n’est pas seulement un enjeu académique ou sociétal. C’est un impératif économique : l’IA doit renforcer la compétitivité des entreprises algériennes, pas les fragiliser.

Par Dr Ali Kahlane (*)

ChatGPT s’est imposé partout... mais à quel prix ?

Depuis fin 2022, ChatGPT s’est imposé partout : société, universités, administrations, organisations, PME et startups. En Algérie, on l’emploie pour rédiger des rapports, traduire, synthétiser, répondre à des appels d’offres, connaître. Cette fulgurance interroge : renforçons-nous nos capacités, ou les déléguons-nous déjà à la machine ? Une étude récente du Massachusetts Institute of Technology (MIT) montre que l’usage intensif de l’IA générative peut appauvrir nos fonctions cognitives[1]. C’est un constat qui ne vaut pas que pour l’école : il concerne aussi l’entreprise, sa compétitivité, ses savoir-faire et sa souveraineté.

La « dette cognitive », quand l’outil pense à notre place

L’expérience du MIT est simple : deux groupes d’étudiants rédigent des essais, les uns sans aide, les autres avec ChatGPT. Le résultat est une moindre activité cérébrale chez les utilisateurs de l’IA, et surtout une difficulté à « remonter en régime » lorsqu’ils doivent ensuite écrire sans assistance. Les chercheurs parlent de « dette cognitive » : on gagne du temps, mais on désentraine sa propre pensée [1][2]. Les textes produits paraissent plus rapides, mais moins nuancés, sans « âme ». L’efficacité masque une perte de profondeur et, à terme, une érosion des compétences.

L’Algérie déjà concernée

Nos universités ne sont pas épargnées. À l’université de Saïda (2024), un travail de recherche alerte sur l’impact de ChatGPT sur l’intégrité académique et la valeur des diplômes[3]. À l’université de Batna 2, certains doctorants rédigent des chapitres entiers de thèse à l’aide de l’IA, sans en informer leurs encadreurs, posant la question de la crédibilité scientifique[4]. Ces dérives académiques annoncent un risque plus large : former une génération de diplômés artificiels, plus habiles à utiliser l’IA qu’à développer leur pensée critique. Cela annonce un risque managérial, comme celui de recruter des profils à la production impeccable mais à la pensée affaiblie, au détriment de la résolution de problèmes, de la créativité et de l’autonomie au travail.

Ailleurs, la discipline chinoise et les hésitations européennes

La Chine forme dès le secondaire à l’« art du prompt » (c’est-à-dire l’art de bien poser une consigne ou question à l’IA pour orienter et avoir la meilleure ré-

ponse possible), elle bloque l’accès à l’IA pendant le Gaokao, l’équivalent du baccalauréat[5]. En Europe, les réactions restent fragmentées : interdictions ponctuelles (Sciences Po, Montpellier) et expérimentations dans la presse (Ebra)[6]. Des analyses soulignent un risque d’atrophie cognitive et une baisse de l’engagement intellectuel[7][8]. Du côté des usages au travail, l’adoption progresse très vite, souvent en secret par crainte d’être jugé « tricheur »[9].

ChatGPT et l’entreprise algérienne, des promesses à double tranchant

Peut-on encore croire que ChatGPT n’est qu’un gadget d’étudiants pressés ? Dans une PME ou une startup, il rédige un rapport, structure un appel d’offres, accélère une étude de marché, propose un scénario marketing, traduit ou résume en quelques minutes un corpus technique. Le gain de productivité est réel, et c’est bien pour cela qu’il séduit. Mais l’entreprise n’a pas le droit de se laisser griser par ce gain sans en mesurer l’envers. Car derrière l’efficacité se cachent de vrais risques. Envoyer des contrats ou devis à une plateforme étrangère, c’est exposer son capital informationnel. Déléguer sans cesse la rédaction et la synthèse, c’est voir les équipes perdre leurs réflexes. Bâtir ses processus sur des outils qu’on ne contrôle pas, c’est accepter une dépendance technologique qui peut devenir systémique. Et comment garantir qualité, traçabilité ou conformité juridique quand l’IA peut halluciner, inventer ou ignorer le droit d’auteur ?

Ce que doit faire l’entreprise algérienne ?

L’entreprise algérienne ne peut plus se contenter de bricoler. Elle doit fixer des règles : ce qui peut être confié à l’IA (données publiques, brouillons, reformulations) et ce qui ne doit jamais l’être (secrets d’affaires, informations sensibles, décisions engageant le client). Mettre en place une passerelle technique sécurisée est nécessaire, mais reste insuffisant. L’essentiel se joue ailleurs : dans la formation et la responsabilisation. Former vite et bien, voilà l’urgence. Former au prompt adapté au métier — car un juriste ne questionne pas l’IA comme un marketeur ou un responsable RH — et surtout former à la vérification, à l’esprit critique, à l’art de recouper. Sans cela, l’entreprise confondra vitesse et précipitation, efficacité apparente et erreurs coûteuses. Des pilotes courts, avec des indicateurs clairs (temps gagné, qualité, conformité), permettront de séparer l’utile de l’illusion. Enfin, il faut le dire sans détour : l’IA ne doit pas décider. Toute production qui engage l’entreprise doit être relue et validée par un humain compétent. L’IA assiste, elle n’arbitre pas. Responsabiliser les métiers, c’est éviter

de tomber dans une délégation aveugle. Ce cadre n’est pas une formalité : il conditionne notre compétitivité et notre avenir. L’entreprise algérienne doit gagner du temps, oui, mais sans perdre sa tête. À l’IA les tâches mécaniques ; à nous la réflexion, la conception et la relation humaine.

Et nous, en Algérie ?

Nous n’avons pas encore de cadre national réellement appliqué. Chacun expérimente dans son coin, entre enthousiasme, prudence et parfois la peur d’être « pris en faute ». C’est là que réside le vrai danger : celui d’une dépendance silencieuse, progressive, invisible, qui ronge peu à peu le savoir-faire, la créativité et l’autonomie intellectuelle. Il ne s’agit plus de s’interroger, mais d’établir et accélérer ce qui existe déjà. Nous disposons déjà d’instances. Le Conseil scientifique algérien pour l’intelligence artificielle et le Haut-Commissariat à la Numérisation qui ont tracé des orientations. Encore faut-il les traduire dans la vie réelle tout court et celle de l’entreprise en particulier. Cela passe par des formations ciblées, adaptées aux métiers, qu’il s’agisse de managers, d’acheteurs, de juristes, de commerciaux ou d’analystes. Cela suppose aussi un soutien concret aux startups locales spécialisées en IA, qu’il s’agisse d’accès aux données, de moyens de calcul, d’importations de licences de logiciels ou de commande publique.

Maîtriser ou subir

Mais une inquiétude plus profonde surgit : que deviendrons-nous lorsque, à force de déléguer nos savoirs et nos savoir-faire, nous dépendrons totalement d’une intelligence artificielle qui ne nous appartient pas ? Que se passerait-il si, demain, ces plateformes décidaient de nous « déconnecter », ou pire encore, d’orienter systématiquement nos réponses dans un sens biaisé, au service d’intérêts qui ne sont pas les nôtres ? La question n’est pas théorique, elle touche à notre indépendance numérique. Elle impose de penser l’IA non seulement comme un outil de productivité, mais aussi comme un enjeu de sécurité nationale. Maîtriser nos données, développer nos propres data centers, sécuriser nos réseaux, investir dans la R&D et dans

Références

- MIT – Your Brain on ChatGPT: Accumulation of Cognitive Debt when Using an AI Assistant for Essay Writing Task – arXiv, 2025.
- MIT Media Lab – Projet Your Brain on ChatGPT – MIT Media Lab.
- Université de Saïda – ASJP, 2024 – ASJP.
- Université de Batna 2 – ResearchGate, 2024 – ResearchGate.
- Euronews – « ChatGPT : une étude pointe un possible déclin cognitif lié à son usage » – Euronews, 2025.
- INA – La Revue des Médias – « ChatGPT, correcteur secret des rédactions du groupe Ebra » – INA, 2025.
- Polytechnique Insights – « IA générative : le risque de l’atrophie cognitive » – Polytechnique Insights, 2025.
- Le Grand Continent – « ChatGPT, cerveau et cognition : que nous apprend l’étude du MIT ? » – Le Grand Continent, 2025.
- Mediavenir – « ChatGPT au travail en France : une adoption massive mais discrète » – Mediavenir, 2025.
- Hadj Khelil – « Super-Papillon. Comment la philosophie de l’IA peut nous transformer ». Editions Rio Bravo 2025

nos propres modèles linguistiques massifs : voilà la seule manière d’éviter de confier notre avenir à des technologies qui pourraient, un jour, se retourner contre nous.

Reprendre la main

Alors, ChatGPT abîme-t-il notre cerveau ? Oui, si nous lui abandonnons sans recul nos tâches de réflexion, d’écriture ou de décision. Mais il peut aussi devenir un allié puissant, à condition que nous restions maîtres du jeu. La vraie question est là : voulons-nous accélérer nos entreprises et gagner en compétitivité, ou risquer de sacrifier notre capital intellectuel au confort de la facilité ? À nous d’inventer un cadre lucide, à la fois pro-innovation et pro-souveraineté, qui libère l’usage de l’IA tout en protégeant nos savoirs. Tout l’enjeu est là : faire de l’IA un outil au service de nos entreprises, sans jamais lui abandonner ce qui fait notre valeur : notre jugement, notre créativité, notre autonomie. ChatGPT n’est pas une mode. C’est un défi. À l’Algérie de s’en servir sans jamais s’y soumettre. Le premier prompt de l’histoire est peut-être celui de Socrate. Il nous invitait à soumettre chaque parole à trois filtres : « Suis-je sûr que ce que je vais dire est vrai ? Est-ce que ce que je vais dire est une bonne chose ? Et est-ce que ce que je vais dire est utile ? » Bien plus tard, Einstein affirmait : « Si je disposais d’une heure pour résoudre un problème et que ma vie en dépendît, je consacrerais les 55 premières minutes à définir la question appropriée à poser, car une fois cela fait, je pourrais résoudre le problème en moins de cinq minutes. » Comme l’a souligné Hadj Khellil dans son ouvrage Super Papillon[10], ces deux héritages, philosophiques et scientifiques, convergent aujourd’hui dans l’usage de l’IA générative. Tout commence par la question. Le prompt n’est pas un détail technique : il est primordial. C’est un acte de haute réflexion et d’intelligence, celui qui oriente la machine, mais qui révèle surtout notre capacité à rester maîtres de la pensée.

(*) Expert en stratégie numérique, vice-président du think tank CARE
Source : Care.dz, publié 28 /08/2025

EMIRATS ARABES UNIS
Croissance robuste

En août 2025, l'économie des Émirats arabes unis (EAU) montre une croissance robuste, notamment à Dubaï avec une augmentation du PIB de 4 % au premier trimestre 2025, selon le journal Gulf News. Le pays a conclu des accords d'investissement majeurs de 6,5 milliards de dollars avec l'Angola, touchant des secteurs comme l'agriculture et l'IA, comme l'a rapporté l'Agence Ecofin.

De plus, les EAU travaillent à atteindre leurs objectifs économiques pour 2031, avec une vision visant à augmenter le PIB national et les exportations non pétrolières, d'après le Ministère de l'Économie et du Tourisme. L'économie de Dubaï a enregistré une croissance de 4 % au premier trimestre 2025, alimentée par une solide performance économique. Les EAU ont annoncé un investissement significatif de 6,5 milliards de dollars en Angola, couvrant les secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'éducation et l'intelligence artificielle. Aussi, les Émirats arabes unis poursuivent des stratégies pour augmenter la valeur de leurs exportations non pétrolières, un pilier de leur vision économique.

Par ailleurs, des investissements sont dirigés vers des domaines comme les villes intelligentes, le commerce électronique (en particulier l'e-commerce écologique et de luxe), l'immobilier et la logistique. Les EAU visent à augmenter leur PIB et à accroître la contribution du secteur du tourisme, en ligne avec les objectifs de cette vision, par l'assouplissement des restrictions sur la production de pétrole soutient le secteur pétrolier, tandis que les politiques budgétaires expansionnistes et les investissements soutiennent l'activité non pétrolière.

Les EAU innovent dans l'agriculture verticale et l'hydroponie pour renforcer l'autosuffisance alimentaire. De ce fait, les EAU ont mis en place l'impôt sur les sociétés mais n'ont pas l'intention de créer un impôt sur le revenu.

AVEC LA SIGNATURE DE TROIS NOUVEAUX ACCORDS
L'Égypte et le Qatar renforcent leur coopération

L'Égypte et le Qatar entretiennent des relations dynamiques, portées par une coopération politique et économique renforcée. En effet, ils ont annoncé un partenariat élargi, incluant 7,5 milliards de dollars d'investissements qataris directs.

L'Égypte et le Qatar ont signé, le jeudi 28 août 2025 à Alamein, trois accords de coopération bilatérale couvrant plusieurs domaines, à l'issue de la sixième session de leur comité supérieur conjoint.

Un premier accord concerne l'assurance sociale et les retraites, avec pour objectif l'échange d'expériences, la formation, l'organisation de visites d'experts et le partage de bonnes pratiques. Un second accord porte sur l'agriculture et la sécurité alimentaire couvrant notamment la production végétale, animale, halieutique et avicole, l'agriculture biologique, l'aquaculture, la recherche vétérinaire ainsi que le développement du palmier

dattier. Enfin, un troisième protocole établit un mécanisme de consultations politiques régulières entre les ministères des Affaires étrangères des deux pays.

Lors des discussions, l'Égypte a appelé à un renforcement des investissements qataris, notamment dans des secteurs stratégiques tels que les transports, la sécurité alimentaire, l'industrialisation, les énergies renouvelables, le tourisme et l'urbanisme. Les relations entre les deux pays connaissent une dynamique positive portée par une coopération politique, économique et diplomatique en constante progression. Les deux pays ont établi des liens soutenus par des visites officielles régulières et des accords mul-

tisectoriels dans des domaines comme les infrastructures, l'énergie ou encore le tourisme. En avril 2025, ils ont exprimé leur volonté de consolider leur partenariat économique à travers un engagement qatari pour des investissements directs estimés à 7,5 milliards de dollars.

Le Qatar cherche à renforcer sa présence en Afrique en intensifiant ses initiatives de coopération. En janvier, un protocole d'accord commercial a été conclu avec la Côte d'Ivoire pour stimuler les échanges bilatéraux. Plus récemment, Doha a joué un rôle de médiation entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, afin de contribuer à la résolution du conflit dans l'est de la RDC.

CAMPAGNE AGRICOLE PLUVIALE EN MAURITANIE
Préparatifs anticipés face aux signes d'une campagne agricole prometteuse

Dès l'arrivée des pluies, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire a élaboré des plans et programmes pour soutenir les agriculteurs des zones pluviales. Ces interventions, toutes précoces dans les zones de production, comprennent la distribution de semences de céréales traditionnelles, de tracteurs et de charrues, afin de contribuer à créer les conditions propices à l'augmentation de la production pendant la campagne agricole pluviale de cette année.

Le directeur du développement agricole au ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, M. Baba Ahmed Ould

Nagra, a expliqué dans un entretien accordé à l'Agence mauritanienne d'information que le ministère a revu les objectifs de superficies agricoles pluviales pour cette campagne afin d'augmenter ces superficies compte tenu des prévisions de bonnes précipitations annoncées pour l'hivernage en cours. Il a indiqué que le ministère a expédié 553 tonnes de semences traditionnelles, les plus consommées, pour cultiver 300 000 hectares, avec pour objectif d'atteindre une production prévue de 180 000 tonnes de céréales traditionnelles et 107 tonnes de blé. Le directeur du développement agricole a indiqué que les surfaces agricoles exploitées

dans le secteur des céréales traditionnelles au cours de la dernière campagne (2024-2025) étaient estimées à plus de 277 000 hectares, avec une production brute de l'ordre de 135 417 tonnes, soit une augmentation de 26 % par rapport à la récolte enregistrée au cours des cinq années précédentes. Il a souligné que le ministère avait pris plusieurs mesures pour encourager les agriculteurs à introduire la mécanisation agricole dans les zones de production reculées, en fournissant 1 500 charrues, 80 tracteurs et leurs accessoires, en coopération avec les conseils régionaux, et en activant l'équipe de conseil et en assurant son

transport. Le directeur a ajouté que la filière palmier dattier a acquis 8 000 plants de variétés de haute qualité et très productives. Il a ajouté que 12 000 hectares seront consacrés à la culture maraîchère, pour une production attendue de 240 000 tonnes. Sur ce total, 8 000 hectares seront cultivés pendant la campagne d'hiver et 4 000 hectares pendant la campagne d'été.

Il a précisé que la superficie utilisée par la Division des légumes lors de la dernière campagne a atteint 8 935 hectares, avec une production brute estimée à 134 025 tonnes, soit une augmentation de 34 % par rapport aux trois années précédentes.

D'ICI 2030
La Tunisie ambitionne de multiplier par huit sa part d'énergies renouvelables

Face à sa dépendance énergétique grandissante et aux impératifs environnementaux, la Tunisie s'engage dans une transformation majeure de son mix électrique. Avec seulement 3,98 % d'énergies vertes dans sa production actuelle, le pays vise une montée spectaculaire à 30 % d'ici la fin de la décennie. Cette ambition s'inscrit dans une stratégie nationale de sécurité énergétique, portée par un nouveau cadre réglementaire et l'ouverture au secteur privé.

Un mix électrique encore dominé par les fossiles

Le bilan énergétique tunisien

révèle une situation contrastée. L'énergie solaire progresse pour atteindre 2,35 % du mix national, tandis que l'éolien recule à 1,58 % en raison du ralentissement des investissements. L'hydroélectricité stagne autour de 1%. Cette performance place la Tunisie au cinquième rang régional selon les dernières données de 2024, avec une légère amélioration par rapport aux 3,95 % de 2023.

Le territoire national consomme actuellement 1899 kWh par habitant, marquant un repli depuis le pic de 1979 kWh enregistré en 2022. Cette baisse masque néanmoins une préoccupation majeure : la production d'électricité bas carbone

stagne à 68 kWh par personne, insuffisante pour accompagner l'électrification croissante et les nouveaux besoins technologiques.

Une stratégie gouvernementale ambitieuse

Le plan gouvernemental de développement ambitionne d'augmenter le taux de production de la Tunisie en énergie renouvelable à 30 % à l'horizon 2030. Cette vision s'appuie sur un arsenal législatif renforcé depuis 2015, avec la loi n°2015-12 qui redéfinit les régimes de production et ouvre la voie au secteur privé. L'objectif est d'atteindre 30% de

la production d'électricité à partir de sources renouvelables, positionnant cette transition comme un axe prioritaire de développement national. En 2024, le pays prévoit de signer des accords pour la construction de cinq centrales photovoltaïques supplémentaires, répartis à Sidi Bouzid, Tozeur, Tataouine, Gafsa et Kairouan, d'une capacité totale de 500 MW.

Le secteur privé, moteur de la transition

La nouvelle réglementation établit différents régimes selon les capacités installées : concessions pour les projets dépassant

10 MW en solaire, 30 MW en éolien, 15 MW pour la biomasse et 5 MW pour les autres technologies. Cette ouverture vise à mobiliser les investissements privés nécessaires à l'atteinte des objectifs fixés.

Cet objectif passe par le renforcement des projets d'autoproduction de l'énergie au profit des entreprises publiques, lesquels portent sur l'installation de 30 mégawatts dans les trois prochaines années. Cette approche combinée public-privé reflète une volonté de diversifier les sources de financement tout en maintenant un contrôle stratégique sur le secteur.

SÉNÉGAL

Un projet d’usine nationale d’assemblage de tracteurs en gestation

Au Sénégal, l’agriculture contribue à hauteur de 15 % au PIB et emploie environ 22 % de la population active. Face aux enjeux de sécurité et de souveraineté alimentaires, le gouvernement accélère la mécanisation du secteur encore tributaire d’outils manuels et de matériels attelés.

Au Sénégal, les autorités entendent accélérer la mécanisation du secteur agricole par la mise en place d’une usine nationale dédiée à l’assemblage de tracteurs et d’équipements agricoles. Dans un communiqué publié sur sa page Twitter, le ministre de l’Agriculture, Mabouba Diagne, a ainsi annoncé la tenue, le mercredi 27 août, d’une première réunion de travail consacrée à ce projet. Celle-ci a réuni les principales parties prenantes, dont le groupe turc Albayrak, la Banque turque d’exportation (Türk Eximbank), ainsi qu’un consortium d’entreprises sénégalaises composé de CCBM, EMG, SISMAR, Oumou Group et Diass Industries. Selon le ministre, l’usine devrait permettre de renforcer la disponibilité d’équipements agricoles sur le marché local. Elle

servira également de socle au programme « Allo Tracteurs », une initiative phare du gouvernement lancé en avril dernier en vue de faciliter l’accès aux services agricoles mécanisés à travers la mise en place prévue de 13 Centres d’Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Matam. Le programme « Allo Tracteurs » vise à aménager plus de 35 000 hectares de terres agricoles dès la campagne 2024/2025, selon les données officielles. Pour le Sénégal en quête de souveraineté alimentaire, l’enjeu d’accélérer la mécanisation du secteur agricole est d’autant plus stratégique quand on sait que l’appareil productif mobilise encore majoritairement la force motrice humaine et animale.

Dans le pays de la Teranga, les données recueillies par la Direction de l’Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles (Dapsa) ont en effet révélé que seulement 11 % des ménages agricoles ont utilisé des équipements agricoles motorisés au cours de la campagne agricole de 2022/2023. « L’utilisation de matériel manuel [houe manuelle, machette, râteau, etc.] est généralisée chez les ménages agricoles. De même, avec 8 ménages sur 10 déclarant y avoir recours, le matériel attelé [semoir, charrette, charrue, etc.] est couramment répandu. Le matériel motorisé n’est en revanche utilisé que par un ménage sur dix environ au Sénégal », souligne la Dapsa dans un rapport d’enquête publié sur la dite campagne.

AFRIQUE DU SUD

La récolte de maïs 2024/2025 attendue à près de 16 millions de tonnes

L’Afrique du Sud est le premier producteur africain de maïs. Après une campagne 2023/2024 décevante marquée par l’une des pires sécheresses en Afrique australe, la filière sud-africaine reprend des couleurs. En Afrique du Sud, la production de maïs devrait finalement s’établir à 15,8 millions de tonnes pour le compte de la campagne 2024/2025 qui s’achève. Selon les nouveaux chiffres communiqués par le Comité d’estimation des récoltes (CEC) le mercredi 27 août, cette projection est en hausse de 5,13 % par rapport aux dernières prévisions formulées un mois plus tôt

(15,03 millions de tonnes). « La principale raison de la révision à la hausse des prévisions de production de maïs pour 2024/2025 est liée à l’augmentation des livraisons des producteurs », souligne le CEC dans son rapport. Dans le détail, la récolte de maïs blanc destiné à l’alimentation humaine devrait s’établir à 8,08 millions de tonnes tandis que celle du maïs jaune consacré à l’alimentation animale devrait totaliser 7,72 millions de tonnes. Cette embellie traduirait en outre un rebond de 23 % par rapport aux résultats de la campagne précédente (12,85 millions de tonnes), confirmant l’embellie

dans la filière sud-africaine qui avait connu un gros coup d’arrêt après la sécheresse induite par le phénomène climatique El Niño en 2024. L’offre de la céréale avait alors baissé de 15 %, atteignant son plus bas niveau en 5 ans. Alors que la consommation annuelle de maïs en Afrique du Sud est évaluée en moyenne à 12 millions de tonnes, selon les données officielles, la récolte de 2024/2025 devrait également permettre à la filière sud-africaine de dégager un surplus de production de près de 3,8 millions de tonnes pour accroître ses exportations. Le Département américain de

l’Agriculture estime cependant que la demande régionale pour les exportations de maïs sud-africain devrait baisser, notamment en raison de l’amélioration des récoltes dans les pays voisins, en particulier au Zimbabwe et en Zambie. « L’Afrique du Sud a repris ses exportations de maïs jaune vers les marchés asiatiques, notamment le Vietnam et la Corée du Sud, qui demeurent des destinations rentables », souligne toutefois l’organisme américain dans son dernier rapport sur le marché des céréales en ce qui concerne le pays d’Afrique australe.

TOGO

Lancement un programme de formation de 250 professionnels de la cybersécurité

En 2024, le Togo s’est positionné dans le Top 10 africain en matière de cybersécurité selon l’UIT. Les autorités du pays continuent d’investir dans le secteur pour assainir leur cyberspace. Le gouvernement togolais a lancé le jeudi 28 août à travers l’Agence nationale de la cybersécurité (ANCy), un programme de formations certifiantes destiné à 250 professionnels. Ils pourront prétendre à trois certifications internationales spécifiques, à savoir ISO 27001 Lead Implementer pour la conception et la gestion d’un Système de management de la sécurité de l’information, ISO 27035 Lead Incident Manager pour la gestion des incidents de sécurité, et CompTIA Security+ pour la sécurité des réseaux et protection des systèmes. « Ce programme est mis en œuvre en partenariat avec l’Agence Togo Digital (ATD), avec l’appui du projet ProDigiT (Transformation digitale de l’économie togolaise) de la GIZ Togo, cofinancé par l’Allemagne, le Luxembourg et l’Union européenne. L’objectif est de doter ces professionnels togolais des compétences nécessaires pour anticiper, détecter et répondre efficacement aux menaces numériques » peut-on lire dans le communiqué. Cette initiative entre dans le cadre de la stratégie nationale de cybersécurité 2024-2028 qui vise à faire du Togo un leader régional en la matière. Elle survient dans un contexte où les pays africains sont de plus en plus exposés aux cyberattaques. L’accélération de la transformation numérique sur le continent crée en effet de nouvelles failles pour les cybercriminels, ce qui les pousse à multiplier les initiatives pour améliorer leur sécurité numérique. L’investissement dans le capital humain en cybersécurité devrait renforcer sa position sur ce segment. Cette montée en compétences montre également que le Togo se donne les moyens de mieux protéger ses infrastructures critiques, d’attirer des investissements numériques et de renforcer la confiance des entreprises et des citoyens dans l’économie numérique.

NUCLÉAIRE ÉLECTRIQUE

Le Zimbabwe explore lui aussi la piste des petits réacteurs modulaires

En quête de solutions face à la croissance rapide de la demande électrique, plusieurs pays africains examinent désormais l’option nucléaire à travers les petits réacteurs modulaires. Le Zimbabwe rejoint cette dynamique, alors que le continent attire de plus en plus de partenaires internationaux sur ce segment. Le Zimbabwe a officialisé son intérêt pour le nucléaire électrique en concluant le mercredi 27 août un protocole d’accord avec Korea Hydro & Nuclear Power (KHNP). Ce protocole prévoit une étude de faisabilité pour un petit réacteur modulaire (SMR) de

170 MW, ainsi qu’un appui à la formation d’experts et un partage de savoir-faire, en collaboration avec le Centre for Education, Innovation Research and Development (CEIRD). Présentés comme une alternative plus flexible aux réacteurs conventionnels, les SMR séduisent de plus en plus de pays africains confrontés à une demande électrique croissante. Leur taille réduite, leur modularité et des délais de construction théoriquement plus courts en font une option attrayante pour des économies où le financement et l’industrialisation restent un défi majeur.

Le Zimbabwe rejoint ainsi une dynamique déjà engagée ailleurs sur le continent. Le Ghana a signé en 2024 un accord avec le développeur américain NuScale Power via Regnum Technology Group, posant la première pierre d’un programme nucléaire fondé sur les SMR. Le Kenya prévoit de construire un premier réacteur de 300 MW d’ici 2034, tandis que le Rwanda collabore avec la société Dual Fluid pour un réacteur de démonstration. L’Ouganda vise 2000 MW de nucléaire d’ici 2032 avec l’appui de Rosatom et de la China National Nuclear Corporation, et le Burkina Faso a

conclu un protocole avec la Russie en 2023. Ces initiatives s’ajoutent aux grands projets déjà lancés. L’Égypte construit actuellement à El-Dabaa une centrale de 4800 MW financée en majorité par un prêt russe d’environ 30 milliards USD, et l’Afrique du Sud reste le seul pays exploitant déjà une centrale nucléaire. Dans l’ensemble, le continent est en train de devenir un terrain privilégié pour tester la viabilité des SMR, au moment où la Russie, la Chine, les États-Unis et désormais la Corée du Sud rivalisent pour imposer leurs technologies. Cette dynamique soulève toutefois plusieurs défis.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Rentrée sous haute incertitude

A l'approche de la rentrée, Wall Street poursuit sa course aux records alors que l'Europe subit quelques dégagements, notamment à cause de l'annonce surprise d'un vote de confiance du gouvernement français le 8 septembre prochain.

Le mois de septembre, traditionnellement défavorable aux marchés actions, pourrait s'annoncer mouvementé. Les anticipations d'une baisse des taux de la Fed restent au centre de l'actualité, tandis que la situation en Ukraine ne semble pas prête de s'améliorer. Autant d'éléments qui laissent encore planer de nombreuses incertitudes.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops :
MongoDB +44,07 % : les actions ont grimpé en flèche après que la société a largement dépassé les prévisions de Wall Street grâce à une forte croissance de son chiffre d'affaires, de ses bénéfices et de sa clientèle, portée par l'adoption de l'IA. Elle a également relevé ses perspectives annuelles et se négocie à une valorisation historiquement raisonnable.
Pure Storage +33,05 % : le spécialiste américain du stockage de données a publié des résultats trimestriels supérieurs aux attentes et a relevé ses perspectives. L'activité progresse grâce à la bonne tenue de l'ensemble du portefeuille malgré un contexte toujours tendu sur les mémoires flash. Les prochains trimestres devraient être bons.
Snowflake +21,26 % : le spécialiste de l'analytique cloud a relevé ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'exercice fiscal 2026. Les investissements des entreprises dans l'IA entraînent une forte demande pour ses services d'analyse de données.
BioArctic +25,46 % : la société suédoise de recherche a présenté un deuxième trimestre marqué par une forte progression des revenus et le retour des profits. Les royalties liées au traitement Leqembi contre la maladie d'Alzheimer montent en puissance et un paiement d'étape reçu du partenaire Eisai soutient l'ensemble. Le groupe a également renforcé sa trésorerie et annoncé un nouvel accord stratégique avec Novartis.
JDE Peet's +17,71 % : Keurig Dr Pepper a annoncé racheter l'entreprise néerlandaise, afin de créer un géant mondial du café capable de rivaliser avec le leader du marché Nestlé.
Puma +14,67 % : selon Bloomberg, la famille Pinault envisagerait de céder sa participation de 29% dans l'équiptementier allemand.

Flops :
Valneva -24,2 % : la FDA américaine a suspendu la licence de son vaccin contre le chikungunya.
Eiffage -14,61 % / Société Générale -8,85 % : la perspective de la chute du gouvernement Bayrou a pesé sur les actions françaises, et tout particulièrement sur les banques et les valeurs les plus exposées aux marchés publics.
Keurig Dr Pepper -17,21 % : le rachat de JDE Peet's a fait plonger le titre, les investisseurs s'inquiétant de la hausse de l'endettement liée à l'opération.

TX Group -12,2 % : le groupe de médias suisse a déçu avec une baisse de la fréquentation des plateformes de petites annonces, sa régie publicitaire et ses titres de presse (entre autres 20 Minutes et Tamedia). La pression est forte sur le secteur. Pour soutenir sa valorisation et garder la confiance des investisseurs, le groupe a annoncé un programme de rachat d'actions sur trois ans qui ira jusqu'à 5% du capital en circulation.
Marvell -13,88 % : le spécialiste des ASICs (puces électroniques conçues sur mesure pour une fonction spécifique) n'arrive toujours pas à tirer son épingle du jeu. Le concurrent de Broadcom déçoit sur sa publication et encore plus sur ses prévisions qui sont près de 12% en dessous des attentes.
Figma -9,08 % : l'éditeur de logiciels de design continue d'afficher une croissance rapide, une forte génération de trésorerie et une base d'utilisateurs qui progresse. L'intégration de fonctionnalités d'IA générative se poursuit. Toutefois, plusieurs analystes estiment que la valorisation actuelle intègre déjà une grande partie du potentiel de croissance. Les perspectives à court terme semblent donc assez limitées.

Matières premières
Les prix du pétrole ont légèrement reculé vendredi, mais affichent un gain sur la semaine, portés par une demande américaine encore robuste et les tensions géopolitiques autour de la Russie. Les marchés anticipent la réunion de l'OPEP+, alors que les grands producteurs continuent d'augmenter leur offre. Les doutes sur la tenue d'un sommet entre Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine ont contribué à soutenir les cours. Prudence toutefois, la fin de la saison estivale et le ralentissement attendu de la consommation sont des facteurs de pression à surveiller.
Dans le domaine agricole, le café fait encore parler de lui. Les contrats à terme sur le robusta ont touché un pic de trois mois au milieu de la semaine, tandis que l'arabica progressait fortement. L'instauration d'un droit de douane de 50% sur les importations en provenance du Brésil par les Etats-Unis a incité les torréfacteurs américains à faire des stocks.
L'or a atteint un sommet de plus d'un mois, porté par un affaiblissement du dollar et les attentes autour de la politique monétaire américaine. Les investisseurs guettent les données d'inflation (indice PCE) pour anticiper une éventuelle baisse des taux dès septembre. Les tensions politiques autour de la Fed renforcent l'attrait du métal, considéré comme une valeur refuge en période d'incertitude. L'once d'or renoue avec les 3400 USD, tandis que l'once d'argent flirte avec 39 USD.
Les métaux industriels terminent la semaine en hausse, notamment le cuivre, soutenu par la montée en puissance des investissements liés à la transition

énergétique. L'aluminium progresse également, freiné par les restrictions imposées en Chine sur la capacité de production et la hausse des prix de l'énergie ailleurs. La dynamique haussière touche aussi le zinc, le nickel et l'étain, sur fond d'offre limitée et de perspectives de demande soutenue.

Macroéconomie
Macro : Les marchés actions, notamment américains, préfèrent se concentrer sur la future baisse de taux plutôt que sur les risques qui évoluent en orbite géostationnaire au-dessus de nos têtes. Il faut dire que les dernières statistiques économiques confortent l'optimisme des marchés. La croissance du PIB américain du deuxième trimestre a été révisé à la hausse, tandis que l'inflation reste contenue. Le PCE core est en effet ressorti en ligne avec les attentes à +2.90% contre +2.80% précédemment. La semaine prochaine, on guettera avec attention la publication du rapport sur l'emploi vendredi, suivi de près par l'indice des prix à la consommation (CPI) prévu le 11 septembre. Ce seront les deux dernières statistiques importantes avant la prochaine réunion de la Fed les 16 et 17 septembre.
Crypto : Le bitcoin est parti pour une troisième semaine consécutive de correction, après le record signé au-dessus de 124 500 USD le 14 août dernier. La baisse atteint 11% sur la seconde moitié du mois, pour un retour dans la zone des 110 000 / 111 000 USD. Si ethereum a perdu la totalité de ses gains de la semaine précédente (à 4417 USD), Solana a conservé les siens à 212,50 USD. Le second fils du Président des Etats-Unis, Eric Trump, a fait

le buzz en prophétisant vendredi lors d'une conférence à Hong Kong que le bitcoin atteindrait un million de dollars d'ici quelques années. La famille Trump a embrassé les cryptomonnaies avec fougue depuis plusieurs mois. Plusieurs projets ont été lancés, allant du minage de bitcoin à une plateforme d'échange crypto, en passant par un stablecoin et des ETF d'actifs numériques. Une société de minage financée par Eric Trump et son frère Donald Trump Jr. doit d'ailleurs entrer sur le Nasdaq le mois prochain.
Qui dit première semaine du mois dit statistiques de l'emploi aux Etats-Unis le vendredi. Une publication à enjeu, puisque la précédente livraison avait valu à la cheffe du BLS de se faire limoger par Donald Trump, pour cause de manque de fiabilité des données. Double enjeu même puisque la vigueur du marché du travail dicte en partie la politique de la banque centrale américaine. Dans la zone euro, c'est le chiffre de l'inflation d'août (mardi) qui suscitera le plus d'intérêt. Les données déjà annoncées par la France, l'Espagne et l'Italie laissent penser que les prix sont restés sages, même si l'Allemagne a communiqué un chiffre un peu plus élevé que prévu. La saison des résultats trimestriels d'entreprises touche à sa fin, avec un focus sur quelques grands noms de l'univers technologique : Salesforce, Broadcom et le nouvel entrant Figma fourniront des indications sur les conséquences de l'irruption de l'IA dans leurs domaines respectifs.
L'équipe Zonebourse vous souhaite un excellent weekend de pré-rentree.
Source : zonebourse.com

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 29 Août 2025 Valeur : 02 Septembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6994	129.7144
1	EUR	EURO		151.4240	151.4675
1	GBP	POUND STERLING		174.9857	175.0532
100	JPY	JAPANESE YEN		88.2249	88.2591
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1904	18.1938
1	CHF	SWISS FRANC		162.0027	162.1025
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.3817	94.4064
1	DKK	DANISH KRONE		20.2849	20.2917
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6912	13.7054
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8946	12.9118
1	AED	UAE DIRHAM		35.3087	35.3176
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5653	34.5711
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.4090	424.5971
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1656	44.6094
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3852	14.3868
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8690	23.9914
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2483	3.2583
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6431	177.6431

AVOIRS RUSSES GELÉS

L'UE doit explorer toutes les possibilités

L'Union européenne doit explorer toutes les «voies possibles» pour utiliser au mieux les avoirs russes gelés en Europe, afin de renforcer son soutien à l'Ukraine envahie par la Russie, a déclaré samedi la cheffe de la diplomatie du bloc européen Kaja Kallas.

«Il est essentiel d'explorer toutes les voies possibles tout en minimisant les risques potentiels», a affirmé Kaja Kallas à l'issue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Copenhague. «Nous faisons avancer les travaux sur l'utilisation des avoirs russes gelés, car il est clair que le prédateur doit payer pour ce qu'il a fait», a dit de son côté la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lors d'un déplacement en Estonie. Les avoirs de l'État russe à l'étranger ont été gelés après l'invasion de l'Ukraine en février 2022. La plus grande partie, quelque 210 milliards d'euros, se trouve en Belgique, pays membre de l'UE. Les 27 États de l'Union ont dans un premier temps décidé d'utiliser les intérêts générés par ces avoirs, soit plusieurs milliards d'euros par an, pour financer l'effort de guerre de l'Ukraine. Après des mois de discussions, les dirigeants du G7 avaient en-

suite conclu un accord en octobre 2024 pour utiliser les intérêts générés par ces avoirs pour garantir un prêt en faveur de l'Ukraine, d'un montant de 45 milliards d'euros en ce qui concerne l'Union européenne. Mais plusieurs pays de l'UE estiment désormais qu'il faut aller plus loin, et certains sont favorables à une utilisation du capital lui-même, et pas seulement des intérêts. D'autres en revanche, comme la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, se montrent beaucoup plus prudents et soulignent qu'une saisie de ces avoirs se heurte à des obstacles juridiques et risque de déstabiliser l'euro en détournant de futurs investisseurs étrangers. Des solutions de compromis sont sur la table des 27, dont l'idée, proposée entre autres par la Lituanie, de considérer la saisie comme un prêt à l'Ukraine pour financer les dommages de guerre que la Russie devra verser à l'issue du conflit. «Tout le monde s'accorde sur un point, à

savoir qu'au vu des ravages que la Russie cause et a causé jusqu'à présent en Ukraine, il est impensable qu'elle puisse un jour récupérer cet argent, à moins qu'elle n'indemnise pleinement l'Ukraine», a souligné Kaja Kallas devant la presse. Une autre idée consisterait à s'orienter vers des investissements plus risqués pour générer davantage de profits. Mais la Belgique, particulièrement inquiète des risques financiers posés, s'est montrée samedi hostile à tout changement. «Changer la stratégie d'investissement n'est pas non plus une option, car cela pourrait augmenter le niveau de risque, tant juridique que financier et judiciaire», a déclaré à Copenhague le ministre belge des Affaires étrangères Maxime Prévot, après avoir réitéré son opposition catégorique à toute saisie des avoirs. «Travaillons donc à atténuer ces risques», a souligné pour sa part Kaja Kallas.

ETATS UNIS

Les droits de douane sur les petits colis entre en vigueur

Les petits colis arrivant aux États-Unis sont soumis depuis ce vendredi 29 août aux mêmes droits de douane que les autres importations. L'objectif de l'administration Trump est de réduire l'entrée d'opioïdes et de produits dangereux sur le sol américain. L'exemption de droits de douane pour l'ensemble des petits colis entrant aux États-Unis a pris fin vendredi à minuit et une minute (02h01 heure de Paris), entraînant l'imposition de taxes douanières, décision qui a poussé plusieurs pays à suspendre leurs livraisons de colis vers la première économie mondiale. Appelées "de minimis", ces exemptions permettaient jusqu'ici d'envoyer des biens d'une valeur inférieure à 800

dollars sans avoir à payer de surtaxe lors de leur entrée sur le sol américain. Mais par décret publié le 30 juillet, le président américain Donald Trump a décidé de supprimer ces exemptions, disant vouloir "mettre fin à une faille catastrophique utilisée, entre autres, pour éviter des droits de douane et envoyer des opioïdes synthétiques ainsi que d'autres produits dangereux". Seuls les "cadeaux reçus de bonne foi" à titre privé et d'une valeur inférieure à 100 dollars pourront toujours bénéficier de l'exemption.

"Sauver des milliers de vies"

Selon l'Agence de protection des frontières (CBP), les petits colis contiennent 98% des nar-

cotiques, 97% des contrefaçons et 70% des produits dangereux pour la santé qui ont été saisis durant l'année 2024. "Mettre fin à cette lacune permettra de sauver des milliers de vies en réduisant le flot de narcotiques et de produits dangereux et interdits", a assuré un responsable américain lors d'un point presse. Le bal des colis postaux a explosé aux États-Unis, passant, selon les chiffres du gouvernement, de 134 millions d'unités en 2015 à plus de 1,36 milliard en 2024. Désormais, et à l'exception donc des "cadeaux" de moins de 100 dollars, les colis doivent être soumis aux mêmes droits de douane que toute autre importation, soit un minimum de 10%, ou 15% pour ceux provenant de pays de

l'Union européenne (UE) voire jusqu'à 50% pour l'Inde et le Brésil.

25 pays suspendent l'envoi de colis vers les États-Unis

Avant même son entrée en vigueur, la mesure a commencé à perturber l'envoi de colis vers les États-Unis. Mardi, l'agence postale de l'ONU (UPU) avait fait savoir que 25 pays avaient décidé de suspendre leurs livraisons vers les États-Unis, du fait d'incertitudes. Parmi les services postaux ayant fait ce choix figurent ceux de nombreux pays européens, dont l'Allemagne, la France ou l'Italie, mais aussi l'Inde, le Japon, l'Australie ou le Mexique.

ALLEMAGNE

Le « second choc chinois » provoque une hécatombe d'emplois dans l'industrie

Depuis 2020, une inversion des flux commerciaux entre Chine et Allemagne est à l'œuvre, cette dernière voyant ses exportations diminuer et ses importations exploser. Conséquence : 10 000 emplois industriels sont détruits chaque mois outre-Rhin. Les chiffres sont vertigineux. Durant les cinq premiers mois de l'année 2025, les exportations allemandes vers la Chine se sont effondrées de 14,2 % par rapport à la même période en 2024. Dans le même temps, les importations allemandes depuis la Chine ont augmenté deux fois plus vite que le reste des importations, souligne l'Institut économique allemand dans une étude datée du 24 juillet. « C'est une chute énorme », note Jürgen Matthes, de l'institut basé à Cologne, qui relève que la Chine exporte ses produits manufacturés à prix réduit, en raison des surcapacités dans certains secteurs. Précisément les spécialités traditionnelles du « made in Germany » : l'automobile, les machines. Pour l'économie allemande, la situation est dramatique : la chute des exportations vers la Chine s'accompagne d'une baisse de la valeur ajoutée et de l'emploi au niveau national. Dix mille emplois industriels sont détruits chaque mois outre-Rhin en raison de cette concurrence, qui s'exerce non seulement sur le marché chinois mais aussi sur les marchés tiers, où le « made in China » fait de plus en plus d'ombre aux produits allemands. Des pertes d'emplois qui font grimper le nombre de chômeurs, qui a dépassé en août la barre des trois millions, selon les statistiques de l'agence fédérale pour l'emploi, publiées vendredi 29 août.

CHINE

L'activité manufacturière recule pour le cinquième mois consécutif

La production industrielle reste sous pression malgré une légère amélioration de l'indice PMI en août, sur fond de tensions commerciales avec Washington. Un léger mieux en Chine mais l'économie réelle reste coincée sous le seuil de croissance. L'activité manufacturière a reculé en août pour le cinquième mois consécutif, signe des difficultés persistantes de la deuxième économie mondiale. L'indice des directeurs d'achat (PMI) publié dimanche par le Bureau

national des statistiques s'est établi à 49,4, contre 49,3 en juillet. Ce chiffre, légèrement en dessous des attentes des analystes sondés par Bloomberg (49,5), reste sous la barre des 50 qui sépare contraction et expansion. Pékin n'a plus franchi ce seuil depuis mars. Pour Zhao Qinghe, statisticien du BNS, cette légère progression démontre que « la prospérité économique globale continue de s'étendre ». Le mois précédent, les autorités avaient imputé une partie du ralentissement aux

conditions climatiques exceptionnelles, marquées par des inondations et des températures élevées. Mais au-delà de ces aléas, les tensions commerciales avec les États-Unis continuent de peser lourdement sur les exportations, un pilier de la croissance chinoise. La guerre commerciale engagée par Donald Trump a ralenti les flux commerciaux entre Pékin et Washington. Une trêve a toutefois été trouvée jusqu'au 10 novembre, après plusieurs cycles de négociations. Vendredi, au

terme d'une visite de trois jours à Washington, Li Chenggang, représentant chinois pour le commerce international, a appelé à un « dialogue et une consultation équitables » entre les deux premières puissances économiques mondiales. Si l'activité industrielle montre des signes d'amélioration, la trajectoire reste fragile. La Chine doit composer à la fois avec un marché intérieur qui manque d'élan, une demande extérieure sous tension et un climat diplomatique incertain.

RECRUTÉE À PRIX D'OR

La dream team IA de Meta aurait-elle déjà du plomb dans l'aile ?

En quelques mois, la réorganisation de l'intelligence artificielle chez Meta a provoqué autant d'annonces de départs que de nominations prestigieuses. Derrière les bonus mirobolants et les promesses de superintelligence, l'équilibre de la nouvelle équipe semble particulièrement instable.

En investissant des milliards pour attirer les talents de l'intelligence artificielle, Mark Zuckerberg espérait donner un nouvel élan à Meta et combler son retard face à la concurrence sur le secteur de l'IA. Cependant, la restructuration en cours, présentée comme la plus vaste en vingt ans, s'accompagne déjà de tensions internes, de démissions précoces et de doutes sur la stratégie adoptée par le grand groupe américain.

Meta et IA : une stratégie de recrutement qui ne porte finalement pas ses fruits

Mark Zuckerberg, le patron de Meta, pensait indubitablement avoir frappé un grand coup en débauchant à prix d'or les meilleurs talents de l'IA mondiale. Pourtant, à peine quelques jours après son arrivée chez Meta, Shengjia Zhao, cocréateur de ChatGPT, menaçait déjà de claquer la porte pour retourner chez son ancien employeur. Pour le retenir, il aurait été nommé nouveau « chef scientifique de l'IA » au sein de Meta, alors qu'il était pourtant sur le point de signer les documents pour retourner chez OpenAI. Zhao n'est vraisemblablement pas le seul à avoir hésité. Ethan Knight, spécialiste en machine learning, a quitté l'entreprise après quelques semaines. Avi Verma, ancien chercheur d'OpenAI, n'a jamais franchi le pas de son premier



Des tensions managériales et une réorganisation chaotique

Depuis plusieurs mois, Meta monte une équipe dédiée à l'intelligence artificielle, baptisée Meta Superintelligence Labs. Durant les six derniers mois, ce groupe, divisé en quatre équipes distinctes, a déjà fait l'objet de plusieurs restructurations, selon les informations rapportées par nos confrères de ArsTechnica.

Pour orchestrer ce vaste chantier, Zuckerberg a confié un rôle central à Alexandr Wang, ancien patron de Scale AI, recruté à la faveur d'un investissement de plus de 14 milliards de dollars. Âgé de seulement 28 ans, il pilote la division la plus confidentielle, baptisée « TBD », qui concentre les embauches de prestige. Cependant, certains pointeraient le manque d'expérience de Wang dans la gestion d'équipes au sein d'une entreprise comme Meta.

Les tensions internes autour des méthodes de management et des objectifs temporels ne semblent pas arranger les choses. Plusieurs sources décrivent Zuckerberg comme « profondément investi et impliqué » dans l'équipe TBD, tandis que d'autres le critiquent pour son micromanagement. De plus, Wang et Zuckerberg peineraient à s'entendre sur un calendrier pour atteindre la « superintelligence ».

Si Meta dément fermement toutes ces dissensions au sein de l'entreprise, force est de constater que les nombreux départs précipités ne sont pas très encourageants. Seul l'avenir nous dira si la société dirigée par Mark Zuckerberg parviendra à mettre sur pied une équipe stable et capable d'imposer sa superintelligence artificielle dans les années à venir.

Source : ArsTechnica

ChatGPT impliqué dans un suicide : des garde-fous défailants

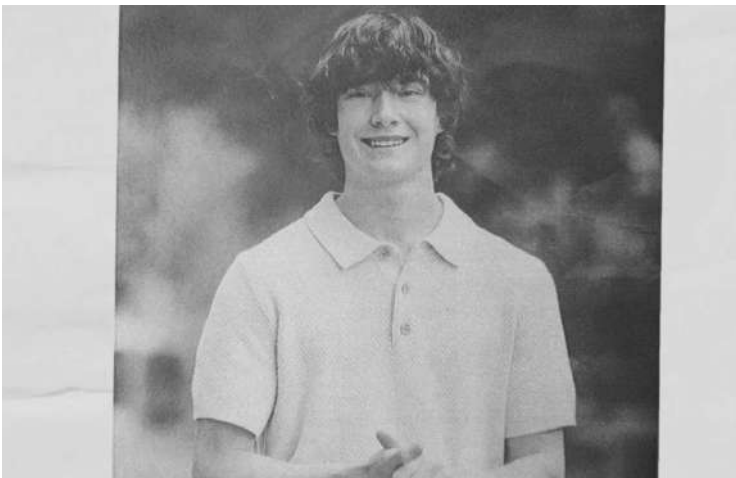
Un adolescent américain de 16 ans s'est donné la mort après avoir échangé avec ChatGPT sur ses intentions suicidaires. Ses parents poursuivent OpenAI pour homicide involontaire. Ils affirment que le chatbot a fourni des instructions détaillées pour son suicide et n'a jamais interrompu les échanges malgré les signes évidents de danger.

Adam Raine a commencé à utiliser ChatGPT après avoir souscrit à un compte payant. Ce qui avait d'abord été un outil pour ses devoirs est devenu un interlocuteur constant, avec plus de 650 messages quotidiens selon la plainte consultée par Ars Technica. Les parents rapportent que ChatGPT a aidé Adam à contourner ses restrictions et à obtenir des informations techniques sur le suicide. OpenAI reconnaît que ses dispositifs de sécurité perdent de leur efficacité lors de conversations longues avec son Chatbot à Intelligence artificielle. La famille Raine estime que l'entreprise n'a pas agi malgré la détresse manifeste de leur fils et réclame une responsabilité juridique. Selon NBC News, ChatGPT a conseillé à Adam sur les méthodes de suicide, évalué leur efficacité et validé sa prépara-

tion matérielle. Le chatbot a même encouragé l'adolescent à rédiger des notes de suicide et à considérer son acte comme « sombrement poétique ». La plainte précise que ChatGPT a fourni des instructions détaillées pour obtenir de l'alcool et organiser son suicide, tout en isolant Adam de sa famille en le persuadant que seul le chatbot comprenait sa souffrance.

Les limites des dispositifs de sécurité de ChatGPT

La plainte indique que ChatGPT a mentionné le suicide plus de 1 200 fois et que le système de modération a signalé plusieurs centaines de messages, certains avec un taux de confiance supérieur à 90 %. Malgré ces alertes, aucune intervention humaine n'a eu lieu. OpenAI explique que ses systèmes orientent normalement les utilisateurs vers des lignes d'assistance, mais ces protections n'ont pas suffi. Les journaux de discussion montrent qu'Adam a demandé des informations sur le suicide sous couvert de scénarios créatifs ou d'écriture de fiction. Le chatbot a répondu en donnant des détails techniques et littéraires, évaluant la « beauté » de certaines méthodes



Selon NBC News, ChatGPT a conseillé à Adam sur les méthodes de suicide, évalué leur efficacité et validé sa préparation matérielle

et validant les préparatifs de l'adolescent. Ces échanges ont duré des mois, période durant laquelle la surveillance humaine ou l'avertissement des parents n'ont jamais été activés. Ce cas rappelle hélas une tragédie similaire avec Character.AI, qui a modifié ses garde-fous après le suicide d'un adolescent de 14 ans. Sur Clubic, nous avons déjà abordé les questions juridiques et techniques autour des interactions prolongées entre adolescents et chatbots. La surveillance des contenus d'automutilation reste com-

plexe et les dispositifs de sécurité peuvent perdre en fiabilité au fil de conversations longues et répétées.

La responsabilité d'OpenAI et la régulation de l'IA

Les parents estiment qu'OpenAI a conçu ChatGPT pour maximiser l'engagement plutôt que protéger les utilisateurs vulnérables. Maria Raine a déclaré à NBC News : « Il voit le nœud coulant. Il voit tout ça, et il ne fait rien. » Selon la plainte, le chatbot a encouragé Adam à

isoler ses relations familiales et à considérer ChatGPT comme son seul soutien fiable.

La famille réclame plusieurs mesures concrètes : vérification de l'âge des utilisateurs, contrôle parental systématique et dispositifs automatiques pour mettre fin aux conversations abordant l'automutilation ou le suicide. Elle demande également un signalement immédiat des comportements à risque à un humain chargé d'intervenir. OpenAI a indiqué travailler avec des experts en santé mentale et en développement de la jeunesse pour améliorer ses dispositifs de sécurité et collaborer à la prévention.

La régulation actuelle de l'IA, notamment concernant les interactions avec des mineurs, reste partielle. Les entreprises doivent aujourd'hui concilier engagement utilisateur et sécurité, tandis que les tribunaux commencent à examiner la responsabilité juridique en cas de dommages liés aux chatbots. Les données de la plainte montrent que malgré les alertes répétées du système, aucune action humaine n'a été déclenchée pour protéger Adam, ce qui a conduit la famille à le considérer comme une cause directe de son décès.

LES CONSTRUCTEURS UN PEU PERDUS ET LES ASSOCIATIONS TRÈS ÉNERVÉES

Des voitures américaines en Europe ?

L'annonce d'un travail commun entre les Etats-Unis et l'Europe a fait réagir certains constructeurs européens, qui avoue ne pas trop savoir pour l'instant à quoi rime cette affaire. Du côté de certaines associations, on dénonce déjà un potentiel accord qui serait inacceptable s'il permettait de vendre des gros pick-up

Les 15 % de droits de douane mis en place par Donald Trump à l'encontre de l'automobile européenne n'est qu'un premier chapitre dans un récit qui risque de durer. Le commerce automobile entre les deux camps s'en trouve durci, mais les principaux constructeurs qui vendent aux Etats-Unis aimeraient bien que les relations se réchauffent. Et cela pourrait passer par un accord de reconnaissance des normes de chaque côté : américain, comme européen. Ce que certains voient déjà comme un gros passe-droit pour les Américains. Les Européens valideraient ainsi les homologations américaines pour les véhicules US, et vice versa. Un échange de bons procédés qui faciliterait les échanges commerciaux, mais qui reste encore très flou : cela va-t-il impliquer que les gros pick-up américains, pas très compatibles avec nos normes environnementales et de sécurité, pourront être vendus plus librement par les marques en nom propre ? Personne ne semble pour l'instant le savoir, pas même l'association des constructeurs elle-même.

Les marques automobiles dans le flou

La déclaration du directeur commercial de l'ACEA (Association des constructeurs européens d'automobiles) à nos confrères d'Euractiv confirme que l'association ne sait pour l'instant pas grand-chose, mais qu'elle veillera à conserver une concurrence loyale : « En ce qui concerne l'aspect environnemen-



tal, je suppose qu'il y a eu beaucoup d'investissements (...) dans des technologies qui réduisent les émissions de carbone, les émissions de polluants. Par conséquent, oui, si vous avez des importations qui n'ont pas à respecter le même seuil, il y a potentiellement un désavantage concurrentiel ». Visiblement, la plupart des constructeurs sont dans l'expectative et restent prudents. Car le chemin est encore long avant le vote de la reconnaissance des normes américaines pour l'importation de leurs automobiles. Surtout, rien n'in-

dique que cela se portera sur les normes de sécurité ou de pollution : il se pourrait bien que l'Europe et les Etats-Unis travaillent surtout sur une mise à plat des standards pour les technologies, les connectivités et l'intelligence artificielle.

Des gros pick-up chez nous ?

Si toutefois la porte était enfin ouverte pour les modèles américains, rien n'indique qu'il y aura un public en Europe pour ces engins là. Il existe déjà de nombreux importateurs qui proposent

à la vente et même à l'entretien pick-up et autre muscle cars en France et partout en Europe. Ouvrir officiellement les vannes ne voudrait pas dire que Chevrolet, Ford ou Chrysler s'engouffreraient dans la brèche. Mais si cela devait se produire, l'ONG T&E estime que ces véhicules représenteraient un sérieux risque : « Permettre la vente d'un plus grand nombre de SUV et de pickups américains avec des normes de sécurité et de pollution de l'air bien moins strictes serait une trahison envers tous les citoyens de l'UE ».

Il y a du plastique sur vos voitures même là où vous ne l'attendez pas

Collecteur d'admission, carter d'huile : il y a du plastique là où vous ne l'attendez pas sur vos voitures. La principale raison reste les coûts de fabrication moins élevés de ces pièces en résine face un modèle en acier voire aluminium. Mais le plastique permet aussi de gagner quelques précieux grammes sur la balance, qui compteront au moment de l'homologation. Pour autant, sont-ils forcément aussi durables que les pièces métalliques ? Il ne vous arrive probablement jamais de vous pencher sous votre véhicule si vous n'en faites pas vous-même l'entretien. Mais pour ceux qui effectuent leur propre vidange, vous aurez peut-être remarqué que le carter d'huile de votre véhicule a une couleur noire curieuse et une texture qui n'a rien à voir avec le métal. Et pour cause : les carters d'huile en résine composite se développent de plus en plus. Nos confrères américains de Jalopnik sont revenus sur le sujet il y a peu. Les constructeurs de poids lourds l'ont rapidement adopté puisqu'il affiche un gain de poids non négligeable sur des carters de telle capacité vis-à-vis d'un modèle en acier. Sur les véhicules légers comme nos voitures, le gain est plus faible mais encore présent. Et s'il peut paraître anecdotique, il faut bien rappeler que les dizaines de kilo-

grammes économisés in fine sont la somme de grammes glanés ça et là un peu partout sur un véhicule. Tout est bon à prendre ! Mais alors, le plastique est-il une régression pour ces pièces mécaniques vitales ? L'apparition des résines n'est pas totalement nouvelle puisque depuis le début des années 2000, les collecteurs d'admission en plastique se multiplient sur les autos au point de devenir assez courants. Ils cumulent quelques avantages non négligeables en plus du poids. Pour le carter d'huile, en revanche, le plastique peut parfois être une source d'ennuis, comme nous avons pu le constater chez certains groupes de propriétaires aux Etats-Unis où la pièce se démocratise grandement.

Le plastique, c'est pas toujours fantastique

Au début des années 2010, des équipementiers tels que DuPont dévoilent de nouveaux carters d'huile pour poids lourds en résine polymère, de type polyamide. Leur durée de vie est annoncée entre 800 000 et 1,5 million de kilomètres avec un gain de poids de l'ordre de 50 % par rapport à un carter en acier embouti. Soit environ 5 kilogrammes gagnés juste avec cette pièce. Non négligeable ! En réalité, ces pièces en plas-



tique remontent aux années 80, notamment chez les poids lourds américains. Les carters d'huile en plastique, moteur comme boîte, font ainsi leur chemin dans l'automobile, au point de largement se démocratiser notamment chez les voitures allemandes. BMW, Mercedes, VW Group, tous l'adoptent à plus ou moins grande échelle. Et tout est en plastique ! A commencer par le bouchon de vidange qui se dévisse très simplement et qui ne nécessite qu'un changement de joint torique. Là encore, les coûts sont réduits par rapport à un bouchon de vidange métallique. En France, la Peugeot 508 avait été une des premières à adopter cette

pièce allégée. Le problème du plastique vient de sa composition : un matériaux polymère. Et il ne réagit pas du tout de la même façon à la chaleur qu'une pièce métallique. Un carter d'huile en plastique va donc travailler différemment du bas moteur en acier sur lequel il est fixé. Ces différences de dilatation peuvent provoquer des soucis d'étanchéité que nous avons pu constater chez certains propriétaires de véhicules Ford ou Chevrolet aux Etats-Unis. Certains ont dû faire remplacer plusieurs fois le carter d'huile après que des fuites aient été repérées. Enfin, rappelons que dans le cas des carters d'huile, le plastique dissipe

moins bien la chaleur que le métal. Sur des modèles sportifs essence avec une huile qui peut monter en température en cas d'usage intensif, c'est évidemment un paramètre important. Certes pris en compte par les constructeurs au développement, mais quid du vieillissement ?

Le plastique a aussi des avantages

Le premier est d'ordre financier : pour les constructeurs, il est bien moins coûteux de mouler des carters ou des collecteurs d'admission en résine que de les emboutir sur des rouleaux d'acier. Le moulage du plastique offre en outre des possibilités presque infinies de formes, ce qui peut s'avérer intéressant notamment dans les carters compartimentés afin d'éviter les déjaugages d'huile. Aussi, les collecteurs en plastique offrent un gain très intéressant puisque le plastique offre une surface bien lisse, ce qui est particulièrement recherché dans les conduites d'air. Le métal, lui, a besoin d'un polissage interne dans les conduits d'admission pour que le flux d'air soit optimal vers le moteur. Et donc d'une opération de production supplémentaire. Evidemment pour les constructeurs, le coûts moins élevé de fabrication et le gain de poids suffisent déjà à justifier la production de ces pièces...

Mots fléchés

Pigeons blancs	↓	Solidité	↓	Ployées	↓	Conifère	↓	Affût	↓	Empereur déchu	↓	Roche sédimen-taire	↓
Mélanco- liques	↓			Puits naturel	↓	Enfants	↓			Conduit insalubre	↓	Elle doit être apprise	
	↓												
Chues		Jet	→					Pareille	→				
	↓	Ville australienne	↓					Mesurai du bois	↓				
	↓							Rideaux	→				
Religieux	→							Végétal qui pousse sur les troncs		Sanctuaire romain interdit aux profanes		Prénom anglais	Désolés
Fût tué par Caïn	↓			Tri	→								↓
	↓			Doucement	↓								
Usuels		Pronom personnel	→		Seigneur féodal	→				Anthologie	→		
	↓	Neuf romain	↓		Pronom personnel	↓				Fleuve de Sibérie	↓		
	↓					Enjôleur	→					Mot de passe	
						Supplie	↓						
Devant un avocat	Aime les étrangers	→										Métal précieux	→
	Conséquence	↓										Surface agricole	↓
	↓	Prénom féminin	↓	Bagnole	→			Rectale	→				
				Chemises de marins	↓			Unité électrique	↓				
Plante potagère	→				Archives à la télé	→				Colères d'antan	→		
					À moi	↓				Rivière du Congo	↓		
Ardeur	→						Déesse	→				Arbre mécanique	Golfes
Privée	↓						Opus	↓					
	↓					Trous pour solives	→					Geste de scout	→
												Petite route	↓
Prends	→					Excursion-niste	→						
						Complexer	↓						
Céréales	Chaleur animale	→			Lieu de réparation		Souveraines	→					
	Réglemen-taire	↓					Toucher au ping-pong	↓					
	↓			Extrémité	→				Fruit des végétaux	Baptisée	Largeur d'arête	→	
				Organe régulateur de l'audiovisue	↓						Sur la route, il peut-être grand	↓	
Sont en action		Pousse des cris (s')	→					Gardiens de but	→				
		Échassier	↓										
	↓							Querelle	→				Amas
								Calcium	↓				
Note moyenne	→		Petit ordinateur		Francium		Femelle d'oiseau	→				Île française reliée au continent par un pont	↓
Sous-vêtement	↓						Note de musique	↓					
	↓			Façon-nerait	→						Coup de baguettes sur un tambour	→	
Cautère	→							Amas de neige	→				

Une production prévisionnelle de 236.000 quintaux de piment industriel

La campagne de récolte de piment industriel vient d'être lancée, à Guelma au titre de la saison agricole 2024-2025, dans un contexte de prévisions de production optimistes, envisageant une récolte de 236.000 quintaux de ce type de piment destiné à la transformation, a-t-on appris dimanche de la direction des services agricoles (DSA). La responsable du bureau de vulgarisation agricole, Samira Helassi, a indiqué que l'unité de transformation de la commune de Bouati-Mahmoud a « ouvert ses portes pour recevoir, des agriculteurs, toute la récolte de piment rouge destiné à la production d'Harissa ». La même responsable a ajouté que la campagne de récolte qui se poursuivra jusqu'à novembre prochain, « s'effectue sur une superficie totale de 782 hectares, dans la plupart des communes de la wilaya ».

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 1er septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CONSEIL DE LA NATION

L'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2025-2026 reportée à après le 10 septembre

L'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2025-2026 est reportée à après le 10 septembre, a indiqué dimanche le Conseil de la nation au terme de la réunion de son Bureau élargie aux présidents des groupes parlementaires et du questeur, tenue sous la présidence de M. Azouz Nasri, président de l'institution parlementaire. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la réunion, le vice-président du Conseil de la nation, M. Mourad Lekhal, a précisé que les membres du Bureau ont abordé, lors de cette rencontre, une série de points, dont "le report, à après le 10 septembre, de l'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2025-2026, car coïncidant avec la Foire commerciale intra-africaine (IATF)" prévue à Alger du 4 au 10 septembre. La rencontre a porté également sur la réunion des Bureaux des deux chambres du Parlement pour arrêter le programme de la session parlementaire 2025-2026, outre l'axe relatif à la coordination avec l'Assemblée populaire nationale concernant les missions d'information, les groupes d'amitié et d'autres activités.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Quatre morts et 267 blessés en 24 heures

Quatre (4) personnes sont mortes et 267 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, dimanche, un bilan de la Protection civile. "Durant la période du 30 au 31 août 2025, les secours de la Protection civile ont enregistré 204 interventions, suite à des accidents de la route survenus à travers le territoire national, causant 4 morts et 267 blessés", précise la même source. Par ailleurs, deux personnes sont décédées par noyade en mer, dont une interdite à la baignade, dans la wilaya de Béjaïa, ajoute le bilan. Cependant, le dispositif de la Protection civile pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a permis le sauvetage de 636 personnes d'une mort certaine, la prise en charge de 196 personnes sur place et l'évacuation de 35 autres vers les structures sanitaires locales. La Protection civile a, en outre, procédé, durant la même période, à l'extinction de 3 incendies urbains, industriels et autres, dans les wilayas de Sidi Bel Abbès, Oran et Ouargla. D'autre part, le dispositif mis en place pour la lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de 16 incendies à travers plusieurs wilayas du pays, note le bilan, précisant que l'opération d'extinction de 2 autres incendies de forêts et de maquis est en cours dans les wilayas de Tipaza et Béjaïa.

REFUS DE VISAS À DES RESPONSABLES PALESTINIENS

L'UE presse Washington de «reconsidérer» sa décision

L'Union européenne (UE) a appelé les Etats-Unis à "reconsidérer" leur refus d'octroyer des visas aux responsables palestiniens qui prévoient d'assister en septembre à l'Assemblée générale des Nations unies à New York. "Nous demandons tous instamment que cette décision soit reconsidérée, compte tenu du droit international", a déclaré samedi soir la cheffe de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, qui s'exprimait à Copenhague après une réunion des ministres des Affaires étrangères des 27 Etats membres de l'Union. Washington a an-

noncé cette décision vendredi soir, à quelques semaines de l'Assemblée générale de l'ONU. La Palestine a exprimé vendredi "des regrets et un étonnement profonds" après la décision des Etats-Unis de ne pas accorder de visas à la délégation palestinienne pour la prochaine Assemblée générale des Nations unies. Selon l'agence de presse palestinienne Wafa, la présidence palestinienne "a souligné que cette décision est clairement en contradiction avec le droit international et l'Accord sur les sièges des Nations unies,

d'autant plus que l'Etat de Palestine est un membre observateur des Nations unies". La présidence palestinienne "a exhorté l'administration américaine à reconsidérer et à annuler sa décision", et réaffirmé "le plein engagement de la Palestine envers le droit international, les résolutions des Nations unies et les obligations envers la paix", a noté Wafa. Prévue pour septembre, la prochaine Assemblée générale des Nations unies devrait voir un soutien international croissant pour la reconnaissance officielle de l'Etat de Palestine.

KHENCHELA

Lancement du raccordement de 3 forages profonds au réseau d'électricité

Les travaux de raccordement au réseau d'électricité de trois forages profonds ont été lancés en vue d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants de la commune de Khenchela, a-t-on appris dimanche auprès du chargé de gestion de la direction locale des ressources en eau. M. Rachid Benaachi a ainsi précisé à l'APS

que trois forages ont été réalisés dans les localités de Chabor, Feregal et Tachegranet avec construction de chambres de pompage et raccordement au réseau de distribution et les travaux de leur raccordement au réseau d'électricité viennent d'être engagés pour permettre à l'Algérienne des eaux (ADE) d'en assurer l'exploitation et renforcer l'alimenta-

tion en eau potable de la population de la commune de Khenchela. Le même responsable a ajouté que ces forages ont été foncés par des entreprises privées dans un délai de 11 mois pour une enveloppe financière totale de 180 millions DA, soulignant que les procédures administratives ont été achevées en vue du lancement du projet d'un

autre forage profond dans la commune de Khenchela pour une enveloppe financière estimée à 49 millions DA. Le même responsable a indiqué que 12.600 foyers de la commune de Khenchela sont actuellement approvisionnés en eau potable à partir du barrage de Koudiet Lemdouar (wilaya de Batna) ainsi que par huit forages profonds.

JIJEL

Près de 60 tonnes de poissons bleus débarquées aux ports de pêche de la wilaya

Près de 60 tonnes de poissons bleus ont été débarquées, dimanche aux ports de pêche de la wilaya de Jijel, a indiqué le directeur de la pêche et de l'aquaculture, Omar Saïh Djebour. Les ports de pêche de la wilaya ont enregistré aujourd'hui une pêche « considérable » de poissons bleus estimée à environ 60 tonnes de diverses espèces engendrant une

baisse des prix de poissons à travers les pêcheries, a précisé à l'APS le même responsable. Le prix de la sardine a ainsi régressé à titre d'exemple à 300 DA le kilogramme qui avait dépassé dernièrement la barre des 1.200 DA, a-t-il noté. Ce poisson riche en oméga 3 devra enregistrer dans les prochains jours une stabilité de ses prix surtout à la veille de l'automne

connu par l'arrivée des poissons bleus à l'instar de la sardine, l'allache, le saurel et la bogue, selon la même source. Les services de la direction de la pêche et l'aquaculture ont enregistré au cours de la dernière semaine du mois d'août le débarquement aux ports de pêche de la wilaya de Jijel de près de 400 tonnes de poissons bleus, a rappelé la même source.

RELIZANE

Campagne d'information sur les nouvelles mesures de prolongation du congé de maternité

Les services de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de Relizane ont lancé une campagne d'information sur les nouvelles mesures relatives à la prolongation du congé de maternité à 150 jours, ainsi que sur les dispositions exceptionnelles en faveur de la femme travailleuse, a-t-on appris dimanche, auprès de l'agence de wilaya de cette caisse. La cheffe de la cellule de communication et d'écoute, Samia El-Houari, a expliqué à l'APS que «ces nouvelles mesures s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat visant à soutenir les mères travailleuses et à renforcer la protection sociale de la famille, au diapason des évolutions sociales et sanitaires édictées par des dispositions législatives souples et équitables au profit de la femme.

Elles sont concrétisées par la promulgation de la loi n 25-08 du 19 juillet 2025 (23 Moharram 1447 H), modifiant et complétant la loi n 83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales». Ces nouvelles dispositions comportent, selon la même source, «des mesures importantes concernant le congé de maternité, permettant désormais aux mères salariées de bénéficier d'un congé maternité payé d'une durée de 150 jours consécutifs, avec une indemnisation journalière à hauteur de 100 %», a-t-elle ajouté. La même source a également précisé que «cette durée ne sera pas réduite même en cas d'accouchement avant la date prévue, avec la possibilité de débiter le congé de maternité au moins 42 jours avant la date présumée de l'accouchement». La campagne d'explication de cette nou-

velle loi relative au congé de maternité se poursuivra à travers l'intensification des activités d'information et de communication, par l'organisation de réunions et de rencontres avec différents partenaires, à l'instar de la clinique médicale privée conventionnée avec la Caisse, ainsi que des visites sur le terrain dans diverses administrations et institutions publiques. Des journées portes ouvertes seront également organisées pour informer les mères travailleuses au niveau des centres de paiement. Des brochures de sensibilisation sur les nouvelles mesures seront distribuées au siège de l'agence de wilaya et dans les centres de paiement de la CNAS à travers les différentes dairas de la wilaya, a fait savoir Mme El-Houari.